N°7 - automne 2009

Outrage

Incendiaire, gratuit, sur Lyon et ses environs

L433-5 du code pénal

Constituent un **outrage** puni de 7500 euros d'amende les paroles, gestes ou menaces, les écrits ou images de toute nature non rendus publics ou l'envoi d'objets quelconques adressés à une personne chargée d'une mission de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa mission, et de nature à porter atteinte à sa dignité ou au respect dû à la fonction dont elle est investie. Lorsqu'il est adressé à une personne dépositaire de l'autorité publique, l'outrage est puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende…

Grève des TCL - septembre 2009

C'est répété à longueur de temps, dans tous les torchons, sur toutes les chaînes : le réchauffement climatique, la grippe aviaire, les OGM, et maintenant la grippe A. Nous vivons désormais dans une société du risque. Le risque, ce n'est plus quelque chose qui nous est extérieur, surgissant du dehors comme un décret des dieux ou du destin : c'est ce qui est en nous, ce dont notre civilisation entière est porteuse. A travers les « crises environnementales » et les « crises économiques », un certain déjà-là de la catastrophe s'affirme. La catastrophe, c'est ce grand motif qui légitime toutes

Suite p 1...

les modernisations absurdes de notre temps, ce moyen quasiment imparable d'imposer les grands mots d'ordre mobilisateurs auxquels nous avons déjà commencé à nous soumettre. Il s'agit de s'immuniser contre tout type d'altération ou d'altérité, contre tout ce qui pourrait porter atteindre à notre mode de vie, il faut prévenir les risques et maintenir coûte que coûte le bon ordre de la domination, faute de pouvoir réellement intervenir dans le cours des choses.

La magie du mot « écologie » consiste à transformer tout ce avec quoi il est mis en rapport, en « bienfait pour l'environnement », en « durable » et autre « haute qualité environnementale ». Du produit pour laver les chiottes à l'appartement dernier cri, l'écologie nettoie les excréments de la société de consommation, elle la rend « consciente et responsable » et patine de bons sentiments les nouveaux centres urbains qui n'ont pourtant jamais été aussi hostiles pour les pauvres, les « pas-de-chez-nous » et autres « exclus ». A Lyon comme ailleurs, la reconversion écologique est en cours. Les grands projets d'éco quartiers sont annoncés avec tambours et trompettes, les tramways et les bus électriques sont présentés en remèdes miraculeux, mieux encore, il est même question de ressortir des cartons le vieux projet de péage urbain. A l'anglaise, on nous présente le projet comme un « moyen de lutte contre la pollution qui a déjà fait ses preuves de l'autre côté de la manche » : des checks points à l'entrée de la ville, un contrôle strict sur les véhicules qui entrent et sortent, des caméras qui déchiffrent les plaques d'immatriculation et le rappel à l'ordre des pollueurs, conducteurs de bagnoles un peu trop vieilles... Pas besoin d'être devin pour imaginer ce à quoi va ressembler le remède tant vanté, un dispositif de plus pour sélectionner, faire le tri entre le bon citoyen payeur et écolo et l'ivraie, « inconsciente du risque qu'elle fait courir à la planète ».

A l'échelle de la planète, la bataille pour l'écologisation du monde a commencé. Dans la lignée du protocole de Kyoto, le rassemblement écologique mondial du COP 15 (qui se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre) se présente comme un changement de cap, une nouvelle voie « innovante » relayée en France par nos tartuffes locaux Nicolas Hulot et autres Yann Arthus Bertrand. En s'appuyant sur des problèmes à dimension planétaire (le réchauffement climatique, la « disparition de la biodiversité » ou l'avancée du désert), le COP 15 est la nouvelle instance mondiale de gestion de la catastrophe. Son rôle est déjà clair et défini : prescrire les bons usages écologiques de l'espace, imposer toute sorte de plans d'urgence, de mises en quarantaine et de dispositifs de sécurisation des « zones sinistrées »... Leur monde écologique fait frémir. Il ne tient qu'à nous de le rendre ingouvernable ■

TCL : FIN DE SERVICE

« C'est la lutte maintenant, pour de bon, ou alors on est morts »
Petite phrase prononcée sur le piquet du dépôt de La Soie



Grève des TCL - septembre 2009

Depuis juin, les salarié-es des TCL ont entamé une série d'actions pour protester contre la remise en cause des accords d'entreprise. Sous couvert d'un « dépoussiérage » des acquis sociaux et d'une « modernisation de l'entreprise », la direction cherchait clairement à flexibiliser davantage l'activité des agents TCL : tordre leurs horaires et leurs habitudes, limiter les pauses et les petits aménagements pour les faire plier encore plus, augmenter leur rentabilité et leur soumission aux cadences, à la discipline.

A la mi-septembre les syndicats ont posé un préavis de 99 jours, et la grève reconductible a démarré le jeudi 24. Elle durera 10 jours, ponctuée par des blocages de dépôts, des manifestations sauvages, des coups de pression et une occupation au siège de Keolis (la société qui exploite le réseau)... Le mouvement a été suspendu peu après l'incendie d'un dépôt de bus vers Perrache, mais la deuxième manche est déjà prévue pour décembre, avant les fêtes.

« Nous maintenant, on va bloquer la ville »

Des conditions de travail merdiques et une pression qui monte de jour en jour ; une remise en cause des acquis arrachés précédemment et inscrits dans les accords d'entreprise ; des provocations répétées des élus et de la direction avant et pendant le mouvement... Trois jours avant le début du conflit, le maire de Lyon déclarait : « il est regrettable qu'un service public puisse être paralysé par une grève ». C'est beau comme du Sarkozy. Tous les ingrédients étaient réunis pour que les grévistes partent au taquet : dès le premier jour, 300 salarié-es tentent de forcer les portes de Keolis défendues par une ligne de CRS. Le lendemain, ça part en manif sauvage pour bloquer le tram ou le métro sur les lignes qui roulent encore et paralyser les grands axes de circulation (Lafayette, Emile Zola)... Dans les dépôts c'est le jeu du chat et de la souris avec les huissiers appelés

par la direction : ça bloque d'un côté, de l'autre, ça court un peu dans tous les sens. Des grévistes commencent aussi à évoquer des sabotages (démonter les composteurs), des détournements (bloquer la ville avec des bus TCL, façon opération escargot). Les locaux de la direction sont occupés par les syndicalistes venus négocier le 30 septembre…

La différence avec les mouvements précédents : « cette fois-ci on est pas restés à mourir pendant deux semaines sur nos dépôts : on part en ville, on nous voit et nous maintenant, on va tout bloquer en ville. Ça fait parler de nous et surtout ça met la pression sur les politiques. Déjà là c'est pas mal mais attends Noël : les commerçants ils vont directement aller pleurer chez Collomb parce que sinon ils sont morts, et c'est ça qui va les faire bouger. C'est comme la boîte : c'est qu'à partir d'aujourd'hui [le 28 septembre] qu'ils perdent vraiment de l'argent. Il y a le manque à gagner mais là en plus il y a les pénalités : 150 000 euros par jour. C'est là que ça leur fait mal, frapper au porte-monnaie… ». Mais la direction est prête aussi à perdre des ronds, entre le coût de la grève, des dégradations, et les gestes commerciaux aux abonnés : le fond du truc c'est que son plan de « modernisation » baptisé EDIFIS, et qui passe justement par la remise en cause des accords d'entreprise, doit lui rapporter 8 millions d'euros par an (ça rapporte la « flexibilité en fonction de la demande du public »). Le vendredi 2 octobre, au lendemain de l'incendie du dépôt de bus cours Suchet, une assemblée générale vote la suspension du mouvement pour le lundi suivant. Sans doute que la destruction d'une trentaine de véhicules des TCL a fait un peu l'effet d'une douche froide.

L'opinion, ça se travaille

Dès la suspension du conflit, le Progrès fait paraître des sondages commandés de longue date pour savoir combien de lyonnais sont hostiles / très hostiles / scandalisés par cette grève. 65% de mécontents, si on en croit le quotidien : les journalistes en charge d'analyser ce score se montrent presque déçus. Il faut dire qu'ils ont déployé les grands moyens, avant même le déclenchement du mouvement : dès le lundi 21, le Progrès titrait : « Grève des TCL : Lyonnais, vous allez souffrir » ; dans le même temps les journaux gratuits nous promettaient « l'enfer » ou « la galère ». Cette opération médiatique, diviser pour mieux régner, est assez classique mais toujours efficace. Il faut faire comme si la grève était de l'ordre d'une catastrophe climatique ou d'une invasion de sauterelles, comme s'il n'y avait pas de rapport entre la colère, la lutte aux TCL et les galères qu'on vit tous et toutes au quotidien (au taf, au Pôle Emploi, etc.). Pas de compréhension, donc pas de ralliement possible : éviter la contagion, le partage d'un sentiment de solidarité. Éviter la diffusion de cette certitude que faire reculer les positions dominantes sur un point, une lutte victorieuse ou même simplement bien vénèr' quelque part, permet de rompre avec l'impuissance généralisée. D'où l'insistance des pouvoirs publics, comme de la direction des TCL, pour rappeler que leurs salariés « ne sont pas les plus mal lotis », qu'ils feraient mieux de se contenter de ce qu'ils ont, qu'ils ne méritent pas l'appui des plus malheureux… ce qui est toujours marrant dans la bouche d'un sénateur-maire qui touche dans les 10000 euros mensuels, d'un dirigeant du SYTRAL bien mouillé dans des affaires de prise illégale d'intérêts, ou de journalistes aux ordres.

Quand même, les journaleux ont la tâche un peu plus ardue, cette fois-ci, pour nous refaire le coup de la prise d'otage des usagers. L'ambiance est un peu différente avec la crise, avec des boîtes en lutte aux quatre coins de l'hexagone et les grands précédents comme la lutte des Conti ou à Caterpillar… Pour éviter les sympathies malvenues, on a donc eu droit à une offensive médiatique bien concertée entre les politiques, la direction des TCL et les organes de presse locaux. Avec de bonnes grosses ficelles. Premier élément en juin, au moment de la grève perlée : Keolis achète un espace publicitaire dans Lyon Plus pour y faire paraître une fiche de paie fantaisiste, laissant croire que les conducteurs toucheraient en moyenne dans les 2000 euros par mois, avec les primes. Il se trouve qu'en réalité un chauffeur commence à 1300, et monte à 1600 après 10 ans de boîte, tout compris ; mais c'est pas grave, Collomb reprend à son compte « l'info » fin septembre : « On embauche un salarié, un conduc-



Chronique de grève

20 avril : grève aux TCL et perturbation de l'inauguration du T4 pour protester contre la remise en cause, par la direction, des accords d'entreprise.

Fin juin : grève tournante de 59 minutes par jour sur les lignes de tram, aux horaires les plus vicieux… Le mouvement dure 15 jours. Dans ce cadre un syndicaliste de Sud prend l'initiative de bloquer à lui tout seul la circulation sur la ligne T4, en installant des chaises sur un aiguillage. Il est poursuivi en correctionnelle par l'entreprise.

3 septembre : les principaux syndicats refusent de signer la nouvelle convention collective proposée par la direction.

Un préavis de grève concernant le réseau de tram est déposé par la CGT, FO et les Autonomes pour le 11 septembre. Le mouvement est une réponse « *au climat délétère qui règne sur l'unité de transports tramway de Saint-Priest depuis l'inauguration du T4* ». Les salariés dénoncent « *la multiplication des sanctions abusives et les licenciements injustifiés* ». « *On a l'impression que la direction de Keolis cherche à instaurer un climat de peur pour faire taire les fortes têtes dans le cadre de la renégociation des accords d'entreprise. Si quelqu'un bronche, c'est directement le conseil de discipline. Ça a déjà donné lieu à trois licenciements, et il y a eu aussi une mutation* ». A propos du conflit latent, Rivalta déclare : « *il ne faut pas oublier que le service public c'est avant tout le service au public. Il est normal que le réseau et son organisation se modernisent* ».

9 septembre : un préavis de grève de 99 jours est déposé suite à une réunion non concluante entre les syndicats et la direction, qui laisse entendre par voie de presse que les désaccords porteraient sur la question des salaires (c'est un gros mensonge).

22 septembre : un juge agacé par la grève à venir, place volontairement une affaire concernant des agents de l'entreprise à la fin de sa session.

24 septembre : début de la grève ; près de 70% du trafic des bus, métros et tramway est paralysé. 300 salariés se réunissent devant les locaux de Keolis et tentent de forcer le passage. Jets d'œufs et de fumigènes. Tout de suite la direction annonce des mesures disciplinaires et des syndicalistes s'interposent en annonçant une hypothétique rencontre pour 14h.

25 septembre : grosses perturbations sur le réseau. Plusieurs centaines de grévistes se réunissent devant le SYTRAL. Blocage du tram à la Part-Dieu : les CRS dégagent le passage à coups de lacrymo, sous les jets d'œufs et de farine (par kilo). Un cortège sauvage finit par se former : blocage de la ligne T1, du cours Lafayette, du cours Emile Zola, du métro à Charpenne. Manif en direction de la préfecture : un flic haut

CHRONOLOGIE TCL (suite)

gradé se prend un œuf en pleine tête et un jeune venu en soutien est interpellé de façon un peu houleuse au sein du cortège. Pendant qu'une délégation de syndicaliste est reçue à la Préf', il est pour sa part emmené au comico de Bahadourian. A la clé une convocation en Maison de justice pour fin octobre (violence aggravée... avec un œuf). Le même jour le *Progrès* titre : « *Usagers, chronique d'une galère annoncée* ».

28 septembre : manif sauvage du côté de Grange Blanche. Jets d'œufs sur les bus qui circulent et petites altercations avec les jaunes (ah ! ah !). Première réunion de crise entre les syndicats et Tabary.

29 septembre : deuxième réunion entre les syndicats et Tabary. Comme c'est pas concluant, les syndicalistes occupent la salle des négociations.

30 septembre : incendie du dépôt de bus de Perrache. 29 bus détruits, 6 endommagés. 12 millions d'euros de dégât. Collomb et Rivalta appellent solennellement à la reprise du travail « *cette grève n'a que trop duré* »... Les syndicats les accusent de se saisir du prétexte pour casser le mouvement.

1er octobre : première assemblée générale rassemblant 300 traminots. Les grévistes sont encore majoritaires dans l'entreprise. Les syndicats laissent entendre cependant que le mouvement pourrait être suspendu sous peu.

2 octobre : la direction annonce un geste commercial pour novembre : baisse de 30% sur l'abonnement. Le 17 octobre est décrété journée gratuite sur le réseau. L'AG vote la fin de la grève pour lundi. Un journaliste du *Progrès* parti à la pêche aux mécontents pour illustrer son papier tombe sur un ouvrier du bâtiment de 31 ans qui déclare soutenir les grévistes. « *J'ai du prendre le taxi quatre fois pour aller bosser. Une fois j'ai quand même été bloqué et ça m'a coûté 100 euros sur la fiche de paie, mais tant pis je reste solidaire avec les syndicats des TCL, ils ont raison de se battre* ».

3 octobre : manif anti grève minable place Bellecour. 150 participants. 50 personnes viennent les chambrer, en soutien au mouvement.

5 octobre : une cinquantaine de salarié-es des TCL se déclarent encore grévistes. Keolis est condamné en justice pour ses exigences : la boîte demandait aux salariés de se déclarer 48h avant le mouvement, et pour chaque jour de grève, alors que la loi impose une déclaration 48h avant de se mettre personnellement en grève (on peut rejoindre en cours de route) et sans mise à jour quotidienne (on se déclare une bonne fois et après c'est parti).

6 novembre : manif prévue à 14h devant le nouveau palais de justice, en soutien au gréviste bloqueur de juin. Par extension c'est une belle manière de protester contre la répression syndicale en général.

Décembre : reprise du conflit ? ■

teur de bus à 1600 euros nets, ce qui avec les primes donne de 1800 à 2000 euros. Est-ce qu'il y a beaucoup de secteurs où on embauche à ce prix ? Je pense à celui qui habite les Minguettes et qui est privé de transports en commun et je pense qu'il est plus mal loti que le conducteur TCL ». Au PS, décidément, on aime bien parler des quartiers populaires quand il s'agit de calmer le jeu et de culpabiliser les salarié-es en lutte. Ceux-ci sont ulcérés, remontés à bloc contre les élus qui ont clairement pris parti du côté des patrons, et qui n'hésitent pas à en rajouter dans la désinformation. Avec toutes leurs conneries autour des fiches de paie, les politiques sont allés clairement dans le sens de la direction des TCL : dès le départ du conflit, Rivalta et Tabary (respectivement directeurs de Keolis et du Sytral) laissaient entendre que les grévistes réclamaient un quatorzième mois, en oubliant de mentionner l'histoire des accords d'entreprise... Commentaire d'un gréviste : « Depuis ces déclarations même les conducteurs qui travaillent se font agresser verbalement : le maire et toute la clique ont jeté de l'huile sur le feu et tout ça alors que la grève ne porte pas sur les salaires mais sur les conditions de travail ». Résultat : pour la suite, les actions pourraient être plus ciblées, histoire de rendre un peu les coups. Viser des événements « qui emmerderont les politiques », au moment des illuminations du 8 décembre ou des fêtes de fin d'année...

« On s'en fout, on assume »

En plus des journalistes et des élus, sarkozystes et usagers mécontents font pression pour le retour à la normale. Les médias locaux ont largement fait la pub pour le groupe Facebook « fuck TCL », qui aurait compté jusqu'à 7900 membres sur la fin du mouvement. Suite à un appel pour une manif anti-grève le 3 octobre, ces milliers d'internautes aigris se sont transformés en 150 manifestants éparpillés sur la place Bellecour, et pas vraiment à l'aise : on pouvait trouver pêle-mêle un élu du MPF (parti de De Villiers) venu « défendre les braves gens et les enfants qui ne peuvent plus aller à l'école » ; une cinquantaine de jeunes UMP ou de membres de l'UNI gueulant pour un service minimum obligatoire ; des étudiants en école de commerce et des bourges décomplexés fustigeant les « nantis des TCL qui veulent empêcher ceux qui ont su garder leur travail pendant la crise d'aller travailler »... Une employée de maison, un peu égarée parmi ce beau linge et tous ces fafs, se lamente : « C'est dommage que cela soit toujours noyauté. Quand est-ce qu'on arrivera à se débrouiller vraiment seuls en tant que citoyens ? » Vaste problème, puisque le propre du citoyen


San Francisco, cimetière de tramways dans les années 40

c'est d'être absolument incapable de se débrouiller indépendamment des pouvoirs publics, auxquels il délègue justement sa capacité d'agir et sa souveraineté, comme on dit. Le plus drôle c'est que ces « bons citoyens » ont encore trouvé le moyen de se faire embrouiller et chourrer leur banderole par une cinquantaine de militants anti-anti grèves, qui se sont invités « pour voir » à ce non-événement.

Si les anti-bloqueurs ont peu mobilisé ce samedi-là, c'est aussi parce que la grève touchait à sa fin. L'exaspération par contre était bien palpable, tout au long de la semaine précédente, parmi les gens qui faisaient le pied de grue aux arrêts de bus ou de tram. Au-delà du commentaire assassin et des simples râleries, il est arrivé que les voyageurs contrariés versent à leur tour dans l'agitation. Et quand les « usagers-en-colère-et-pris-en-otage » n'organisent pas des manifs foireuses, ça donne des initiatives assez pittoresques : bagarres avec les employés des TCL, blocages et détournements de tram… Ce qu'il y a de marrant alors c'est que ce sont les jaunes, ou en tout cas les employés qui travaillent qui s'en sont pris plein la gueule. En plus ce type d'action, au final, désorganise encore plus le trafic.

Alors oui, les grèves et les luttes sociales ne sont pas vraiment de mode, mais même quand cette opinion un peu flottante et réputée hostile prend corps (sous les traits d'un rassemblement bidon, d'un usager excédé, d'un employé zélé au bord de la crise de nerf qui débarque sur un piquet pour exiger la reprise du travail), les grévistes l'envoient balader, parfois avec une volée d'œufs ou d'injures. Les « usagers pris en otage », « on s'en fout, on assume ». Parce qu'il y en a gros sur le bide. Les revendications, c'est pas que du papier, c'est même pas une vision de l'entreprise contre une autre, un plan contre un autre : derrière ce sont des vies qu'on tord, qu'on cherche à étouffer encore plus et qui se raidissent.

La direction de son côté a commencé à anticiper en vue d'une reprise des hostilités : elle s'est lancée dans des grandes manœuvres d'intimidation en préparant 78 dossiers de procédures disciplinaires, à partir des rapports transmis par les huissiers qu'elle avait dépêchés sur les piquets et au sein même des cortèges sauvages. Les personnes mises en cause sont ainsi poursuivies pour « entrave », pour des « jets d'œufs sur des usagers », pour avoir « tenu un-tel par la cravate » ou avoir forcé l'entrée du siège de Keolis… Tabary a prévenu, « nous allons agir avec discernement et fermeté » : plusieurs salariés, plutôt les fortes têtes et en particulier des membres du syndicat Sud-TCL, se retrouvent mis à pied et sous la menace d'un licenciement pour faute.

Voilà un nouvel enjeu pour le mouvement à venir : la levée des sanctions. Défendre la possibilité même de la lutte aux TCL et ailleurs… Et en guise de prologue une manifestation de salarié-es et de soutiens est prévue le 6 novembre à 14h, devant le nouveau palais de justice de Lyon, histoire de mettre la pression au moment du procès d'un syndicaliste poursuivi pour avoir bloqué à lui tout seul le trafic des trams, au moment de la grève perlée de juin ■

Nanard la raptaille

Nanard qui fustige les privilégiés des TCL, a réussi à percevoir 160.000 euros d'indemnités illégales entre 2003 et 2005 au titre de président du SYTRAL. D'où son surnom du « voleur », attribué entre autres par les grévistes. Mais Nanard-la-raptaille est aussi schizophrène. Reconnu coupable par la justice de Lyon, Bernard le citoyen a attaqué en justice M. Rivalta le président pour avoir mal fixé le montant des indemnités. Et surtout pour éviter d'avoir à rembourser la thune…



Les raisons de la colère

Au printemps dernier, la direction des TCL a pris l'initiative de dénoncer les accords d'entreprise : comme elle ne touche pas à la grille des salaires ni aux 35 heures, il n'y aurait pas d'atteinte « aux acquis fondamentaux ». Sauf que la gestion des pauses, des congés et l'organisation même du travail sont remises en cause. Comme s'il n'y avait rien de scandaleux à devoir faire des heures supplémentaires payées au tarif normal ; comme s'il n'y avait aucun problème à se faire imposer ses périodes de vacances ou ses jours de congés ; comme s'il était tout à fait acceptable de devoir marner 17 heures au dépôt en étant payé pour 13, ou d'être déplacé d'une ligne à l'autre, d'un site à l'autre, pour un remplacement, en étant prévenu la veille… Avec la nouvelle organisation du travail, la gestion des postes est devenue beaucoup plus rigide : plus question d'échanger ses heures avec le collègue parce qu'on a un imprévu ou simplement l'envie d'une matinée de libre. Chacun à sa place. Mais une place où tout peut être chamboulé en fonction des « nécessités de l'activité » : les heures sup' deviennent quasi obligatoires (ou c'est un coup à se faire virer), « plus possible de passer du temps avec les mômes le mercredi alors que c'était le seul truc qui vaut la peine dans la semaine… et si tu t'étais arrangé pour les amener à l'école un matin, un coup de fil et ça saute ». Les plannings sont gérés au plus près ; ça embauche dès 5 heures du mat', « pour une minute de retard tu perds une heure sur la fiche de paie et tu peux avoir un service prévu jusqu'à 23 heures ou une heure du mat' ». La vie à flux tendu…

La grève des TCL, c'est pas qu'une affaire de thunes, et en discutant, on se rend bien compte qu'au delà des accords d'entreprise, c'est contre l'ensemble des nouvelles conditions de travail que les salarié-es sont en colère. Contre ce taf merdique et sa discipline, contre les petites humiliations quotidiennes. Plus le droit d'écouter de la musique en conduisant. Les locaux prévus pour les pauses sont sans frigo, sans micro-onde. Quand tu te mets en arrêt maladie ils appellent dès le premier jour pour mettre la pression. Ça traque le temps perdu, ou justement le temps gagné, arraché au taf : un traminot qui avait l'habitude de s'arrêter aux chiottes au terminus s'est fait convoquer par la hiérarchie : « Vous avez des problèmes de santé ? Non ? Alors pourquoi vous allez aux toilettes à chaque fois ? ». Menaces de sanctions disciplinaires. Idem pour un type qui avait refusé de serrer la main d'une cadre, et qui a fini muté des trams aux bus. L'ambiance est particulièrement pourrie sur la ligne T4 et au dépôt de Saint-Priest. Cette ligne a été vendue par le SYTRAL comme la nouvelle réussite des transports lyonnais, sauf que l'envers du décor est beaucoup moins rose : des trams surbondés et des conducteurs qui du coup se font engueuler… Et depuis les perturbations au moment de l'inauguration, les salariés les plus rétifs sont dans le collimateur de la direction (ce qui avait donné lieu à plusieurs mises à pied et licenciements pour faute avant même le démarrage du mouvement).

En plus de toutes ces vexations, il y a l'intuition que ce conflit pourrait bien être le dernier avant longtemps. Parce que la boîte prépare ses arrières. Elle aura bientôt beau jeu de diviser les salarié-es : entre les anciens et les nouveaux entrants, embauchés sur des conditions bien moins favorables. A cause aussi de sa politique de recrutement ciblée : « pas mal de femmes seules avec enfants, qui ont pas le choix, qui doivent bosser et peuvent pas partir en grève ». Pour tout le monde, de toute façon, il y a cette laisse : « les crédits, l'habitude d'avoir du fric », ça rend compliqué de partir dans un conflit dur… Et le nouveau cahier des charges devrait rendre encore plus compliquées les luttes au sein de l'entreprise : « Tabary il a déjà fait le coup à la TAG, à Grenoble. Et est-ce qu'on entend parler de conflits par là bas ? Non, ça a calmé tout le monde, personne ne bouge ».

BRÈVES "TEMPS DE CRISE"

■ En lutte

Le premier juillet : recours collectif aux prud'hommes de 200 employé-es des magasins Carrefour d'Ecully, Givors, Lyon Part-Dieu, Vaulx-en-Velin... La boite a déjà été condamnée à une amende d'un million pour non respect du salaire minimum. Cette fois le litige porte sur le décompte des temps de pause sur la durée du travail. Grève très suivie à Manitowok, dans la Loire, et chez Véolia (service des eaux), dans le Rhône.

6 juillet : grève à la poste contre la politique de « polyvalence forcée » ; débrayage chez Rhodia à Saint-Fons pour protester contre la suppression annoncée de 74 postes. Des salariés de l'entreprise Cinquième Saison dans le Tarn font le déplacement pour « soutenir et informer » leurs collègues en lutte aux Echets (Ain). Grève victorieuse chez Technivorp : les salarié-es obtiennent le paiement de leurs frais de déplacements, de leurs repas et de leurs heures supp'.

Mardi 7 juillet : 90% de grévistes chez Téléperformance, contre les licenciements, les réductions de salaire et la mobilité forcée.

Le 28 juillet : grève chez Doméo pour le paiement des RTT et contre la réorganisation des horaires.

Du premier au 9 septembre : grève chez Fagor-Brandt, à Gerland, contre une baisse des salaires induite par la suppression des heures de nuit et le transfert d'une partie de la production en Pologne. Les salarié-es l'emportent sur la question des salaires qui seront maintenus au moins pour l'année à venir.

Du 5 au 7 septembre, grève à la SNCF perturbant les liaisons entre Lyon, Chambéry, Annecy et Modane, pour de meilleures conditions de travail.

Le 7 septembre : grève chez Novopac (Messimy) suite à des licenciements économiques et des mises à pied.

Mercredi 16 septembre : grève et manifestation des employé-es des parfumeries Marionnaud, « *à cause des suppressions d'emplois et parce qu'il y en a ras le bol de la pression pour faire du chiffre* ».

Le 16 septembre toujours, début d'un procès contre DHL et un des cadres de la plate-forme de Vénissieux, pour harcèlement moral. Insultes, intimidations, mise au pilori des salariés fautifs... tout est bon pour assurer le rendement du service de messagerie et de suivi des colis. Cette pression constante a provoqué une dizaine de démissions, des arrêts maladie en cascade. Certain-es ont déclaré avoir peur de témoigner. Le cadre incriminé assume : « *moi je signe des contrats de travail, pas des contrats de convivialité* ». L'entreprise n'a rien trouvé à redire parce que le service rapportait beaucoup d'argent. L'avocat de la boite défend mollement : « *toutes les personnes du dossier n'ont pas été auditionnées par la police* ».

21 et 22 septembre : grève à la Poste et chez Chubb sécurité à Limonest. Départ de la grève chez Rhodia Belle Etoile, qui touche depuis début octobre tous les ateliers, contre la suppression de 34 postes ■



GRÈVE DU LAIT

Le mouvement démarre le 10 septembre. 200 producteurs, sur les 1 000 que compte le département du Rhône, lancent la grève. « *On en arrive là parce qu'on a pas le choix. Les cours sont trop bas, la situation est intolérable pour de plus en plus d'entre nous* ». Certains agriculteurs n'arrivent plus à se verser leur salaire depuis plus de trois mois (800 euros nets pour se lever tous les jours à 5 heures du mat' et enquiller leurs 10 heures de boulot). L'objectif du mouvement : obtenir le contrôle des prix et de la production pour s'assurer des revenus décents. Le lait est donné aux gens des alentours ou à ceux et celles qui font le déplacement. Quelques producteurs ont commencé à fournir des épiceries solidaires ou des associations. Tout ce qui reste est balancé dans la fosse à lisier.

Dans les Monts du Lyonnais, le Forez, du côté de Roanne, les actions se multiplient : les pneus des camions de collecte sont dégonflés ; des citernes appartenant aux gros groupes agroalimentaires sont fracturées et vidées sur la chaussée... Le 16 septembre une action coordonnée a lieu sur les trois sites de la Sodiaal à la Talaudière, St-Bonnet-Le-Courreau et Andrézieu-Bouthéon. Les responsables des structures en question refusant de rencontrer les manifestants, 70 000 litres de lait sont déversés, dont une bonne part sur les façades des bâtiments administratifs. On passe la barre des 300 grévistes dans le Rhône.

Le 17 septembre, 3 000 litres sont projetés contre la vitrine du Crédit Agricole de Boën (Loire). Le lendemain 450 producteurs se déclarent en grève ; 120 000 litres de lait sont versés dans les locaux de la chambre d'agriculture. Un responsable de la FNSEA (syndicat majoritaire chez les agriculteurs), cherche à calmer le jeu : « *faut voir comment ça va finir aussi ; c'est pas la bonne manière, faut éviter le suicide professionnel* ». Il manque de se prendre un seau de lait en pleine gueule : « *vous écoutez pas la base, faut bouger ou bien démissionner. Si on se dit qu'on se bat on commence à gagner au moins* ». Les grévistes qui le font décamper viennent de tous les bords syndicaux, de la Confédération Paysanne jusqu'aux organisations professionnelles majoritaires. Pendant 2 heures, la RN 7 est bloquée ; à Saint Etienne ça se bouscule un peu entre manifestants et CRS.

La grève est suspendue le 29 septembre, dans l'attente de la réunion des ministres européens de l'agriculture, prévue à Bruxelles pour le 5 octobre. Cette rencontre au sommet ne donnera pas grand chose, à part la désignation d'une commission d'experts sur le problème, et un beau désordre en centre ville (axes bloqués, flics bombardés de foin, d'œufs et de bouteilles) ■


Bruxelles, 5 octobre 2009

LA MORT AU BOUT DU FIL

Lundi 28 septembre au matin, Jean-Paul Rouanet, 51 ans, s'est jeté du haut d'un pont près d'Annecy. Sur le siège avant de sa voiture, il a laissé une lettre destinée à ses proches. Sa femme a directement mis en cause ses conditions de travail : « *Il m'avait parlé de son mal-être. Mais avant il était très bien. C'est sa dernière mutation au centre d'appels de France Telecom qui l'a fait passer à l'acte. Il ne comprenait plus le sens de son travail, pourquoi on l'avait forcé à changer de site* ». Le centre d'appel d'Annecy-le-Vieux, c'est une ruche. Une centaine de personnes, le casque vissé sur la tête, tentent de tenir la cadence : 5,2 appels dans l'heure. Partout, des panneaux avec « *nos valeurs, nos résultats* », des post-its avec en face en couleurs criardes, « *c'est à faire* ».



Pour maintenir les salariés sous pression la direction avait en plus mis en place un programme de mobilité systématique, tous les trois ans, intitulé « Time to move ». Cette logique de mobilisation générale, qui implique de rompre toutes les habitudes, les petits aménagements, on la retrouve aux TCL (assignation à un dépôt plutôt qu'à une ligne, possibilité de déplacement d'un dépôt à l'autre dans la même journée, interdiction de s'échanger les lignes entre collègues) comme à la Poste (mobilité sur les tournées). La flexibilité repose sur ce postulat : en déplaçant les salariés, en les mettant sous pression et en leur retirant leurs prises habituelles on augmente leur soumission subjective. « *Il faut leur apprendre à se dépasser* », comme disent les managers.

La direction des Télécom, qui jusqu'à ce 24e suicide n'avait fait que suspendre provisoirement ce plan de mobilité, a finalement promis d'y mettre fin. Les suicides ont fonctionné comme des armes politiques : logique quand le travail envahit à ce point tous les aspects de l'existence. La grève, sous son aspect le plus individuel, revient à se foutre en l'air. Fini d'être productif et docile : on arrête de jouer. Définitivement. Sans aller jusqu'au passage à l'acte, les mises en scène de gestes désespérés ont permis de mettre de bons coups de pression. Une salariée a récemment menacé de mettre fin à ses jours si elle ne recevait pas 5 000 euros de dédommagement, pour une mutation. Elle a obtenu les ronds. Idem pour un employé qui demandait un changement de poste, et qui a joint à son courriel une photo où on le voyait un flingue appuyé sur la tempe.

Ces actes ont aussi donné appui pour relancer des mobilisations collectives, jusque là très timides. Les syndicats de France Telecom ont déposé une plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui. Dans le collimateur : le PDG Didier Lombard, l'encadrement au sommet de l'entreprise mais aussi les cadres régionaux et intermédiaires qui doivent affronter de plus en plus régulièrement la colère des salariés. Au lendemain de la mort de Jean Paul Rouanet, à Annecy, à Lyon, à Saint-Étienne des agents de France Telecom ont manifesté devant les directions, prenant à partie leurs supérieurs directs. « *Oui ça peut dégénérer* » confiait un cadre régional, très inquiet. « *Le risque de réactions violentes à France Telecom et aussi de contagion à d'autres entreprises devient un peu plus réalité* ». Un salarié dans un cortège assène : « *On brise des vies au sens propre du terme* ». Pour lâcher un peu de leste la direction a balancé le numéro 2 du groupe, Louis-Marie Wenes, surnommé « Cost killer ». Mais les cadres dirigeants flippent encore, craignant les passages à l'acte : « *la situation peut toujours basculer vers autre chose. Notre peur ce n'est pas qu'un autre gars se jette par la fenêtre mais qu'un salarié se fasse un chef. Et ça, ça peut arriver n'importe où et n'importe quand* ». Et effectivement les 500 personnes rassemblées à Lyon le 29 septembre ont les nerfs : la responsable régionale s'en prend plein la gueule « *la peur doit changer de camp !* », « *c'est vous qu'on va harceler maintenant* ». Un syndicaliste, à moitié menaçant et à moitié fataliste constate : « *la violence que les salariés retournaient jusque-là contre eux, elle risque de s'exprimer contre les dirigeants* » ■

BRÈVES "TEMPS DE CRISE" (suite)

Dimanche 6 octobre : blocages volants de plusieurs entreprises de transport par les routiers, pour une augmentation de salaire.

Le 7 : grève chez Lenox à Mions, à la poste et chez JTEKT (Irigny) où les salariés réclament le paiement du chômage partiel pour 2008-2009, une augmentation de 10% des salaires et l'embauche des 170 intérimaires présents sur le site. Samedi 10 : occupation et séquestration d'un dirigeant de l'usine Dietal à Belleville.

■ Gestion de crise

Depuis début septembre : chômage partiel pour 200 employés de Nexans. Annonce d'une dizaine de licenciements chez Famex Industries : « *le groupe s'appuie sur la crise pour se débarrasser des employés dont ils ne veulent plus* » affirme un salarié.

Conflit chez Idestyle : le 10 septembre la direction impose à ses salarié-es, en préalable à toute négociation, « *de ne plus communiquer ni médiatiser le conflit* ».

■ « Le soleil n'est pas pour nous »

Début juillet : vol d'une centaine de lunettes de marque à Vaugneray. Braquages en série de bars tabacs, de PMU, de supérettes ou de stations services. Ça tape à Villeurbanne, Vénissieux, dans tous les arrondissements de Lyon. A l'ouest, ce sont les villas de bourges qui se font visiter. Vols de hifi, de bijoux, d'outillage aussi...

Le 4 juillet des individus cagoulés et gantés cassent un Gamm Vert à Meximieux (ils repartent avec du gros matos type tronçonneuse). Deux semaines plus tard braquage du Botanic d'Ecully, vol d'une camionnette sur la plate forme logistique de Saint-Quentin-Fallavier. Casse chez Gamm Vert à Tignieu Jameyzieu. 8500 euros de bijoux s'envolent à la Part Dieu, comme ça, à l'esbroufe : « faites moi voir cette chaîne, ouais, celle là, pas mal... et l'autre là derrière ? ». A peine la caissière a le dos tourné que le client disparaît dans la foule. Un peu moins subtil : casse à la voiture bélier chez Gamfi France (Chasse-sur-Rhône).

Les bracos se multiplient, comme les vols de carburant... Résultat : ça s'agite jusqu'à la préfecture ; sur les sept premiers mois de l'année les cambriolages et les cages-bra sont en hausse de plus de 10%. « *Il faut frapper vite et fort* », s'époumone le préfet Gérault. Pour Jacques Signourel, le patron des flics du Rhône, « *c'est la crise économique* » qui est responsable, et évidemment « *l'afflux de populations venues d'Europe de l'Est* ». Une cellule spéciale anti-cambriolage doit être montée sous peu ; l'opération « tranquillité vacances » (ronde de deks à domicile) sera étendue aux petites vacances... et pour « *renforcer la collaboration de la population* » les autorités prévoient de multiplier les « *réunions de proximité avec les habitants* ». Les gendarmes ne sont pas en reste, ils déploient même le grand jeu : le 13 septembre plus de 150 pandores avec des chiens policiers (!) et appuyés par hélico font une descente dans un camp de gens du voyage près d'Ambérieu. 13 personnes sont interpellées et placées en garde-à-vue.

■ Pour des prunes

Dans la nuit du 15 au 16 août, 36 poires ont été cueillies dans un verger non clôturé, alors que

BRÈVES "TEMPS DE CRISE" (suite)

le proprio dormait à la belle étoile sur le site. Ce bon citoyen a retenu le petit voleur, pour le livrer aux policiers. Une convoc' au comico. A Villeurbanne, la même nuit, 4 personnes rentrent dans le Carrefour du coin pour y piquer un carton de chips. Un voisin zélé alerte la police et tout le monde finit en GAV, le ventre vide.

Dix jours plus tôt, un grignoteur passe en comparution immédiate pour ne pas avoir payé un repas dans un resto. « Vous êtes entrés dans une spirale de la filouterie alimentaire » s'indigne le juge, aux vues des récidives gloutonnesques du prévenu : c'est son sixième repas gratos. La dernière fois il se disait diplomate, cette fois-ci étudiant en mathématiques appliquées, en tout cas il alterne entre les foyers et la rue. Pas de quoi émouvoir un procureur : « Vous allez nous prendre pour des imbéciles encore longtemps ? ». La peine tombe, plus lourde qu'une ardoise : 6 mois ferme pour un repas à 10€60.

■ Contre la vie chère...

Dans la nuit du 3 au 4 août, le Leader Price de Anse se fait braquer par deux personnes armées qui repartent avec la recette, et courent toujours. Le 3, une bijouterie de la zone commerciale des Sayes, à l'Isle d'Abeau, s'est faite dépouiller. Entrés apparemment par le toit, les voleurs repartent avec 69 000 euros de montres.

Jeudi 6 août un distributeur de billets est arraché sur une zone commerciale de Vienne (mais les automates de ce type sont vidés tous les soirs alors bon...). Deux « ados » braquent le centre de compostage de la MSE et repartent en vélo avec 200 euros. Le 12, deux hommes cagoulés braquent un magasin d'optique dans le 4ème, et repartent avec 200 paires de lunettes, et du liquide. La brigade criminelle de la sûreté est sur le coup.

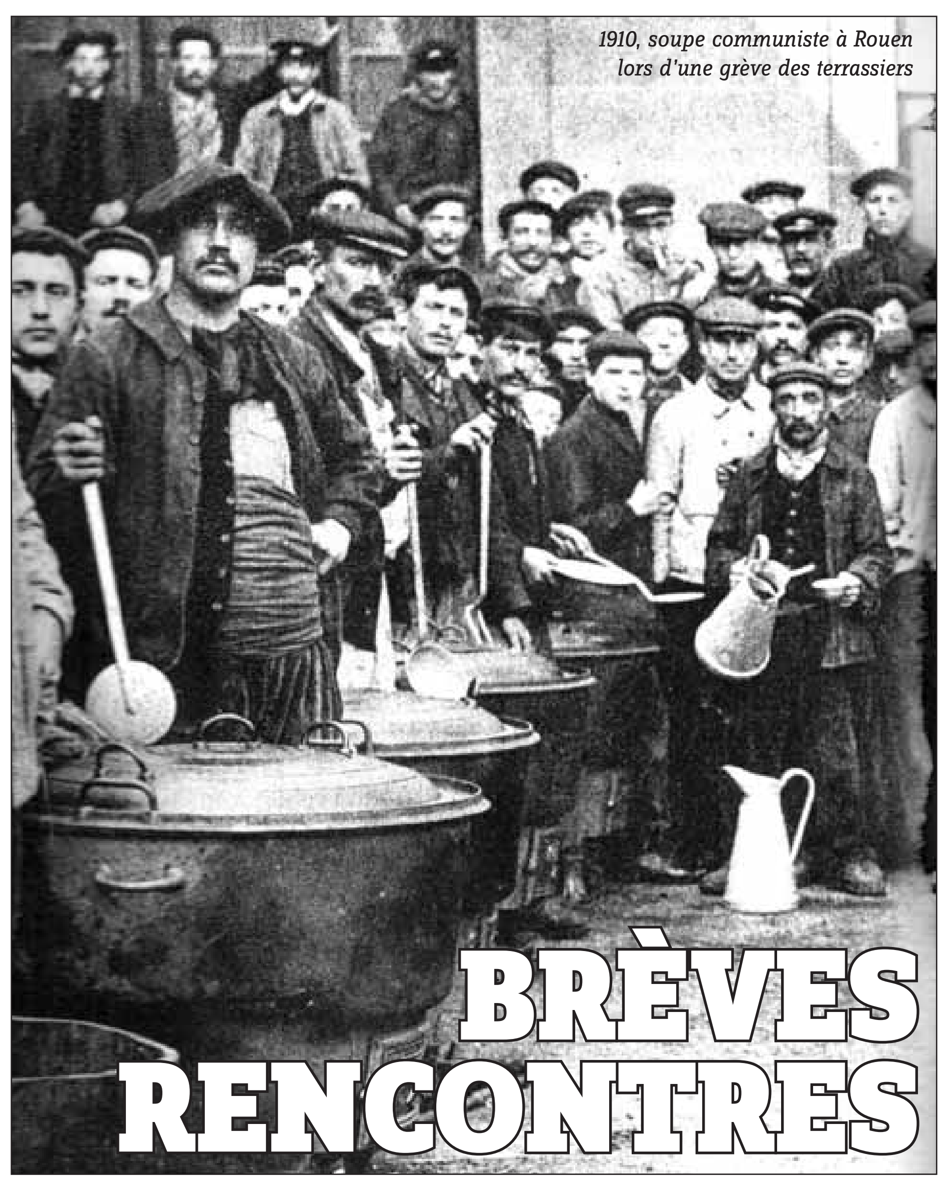
Le même jour, 2 restaurants du 7ème se font visiter de nuit. Bris de vitres et quelques vols, les visiteurs sont convoqués au tribunal en octobre.

Dans la nuit du 16, les vitrines d'un salon de coiffure sont éclatées à coups de pied : le fonds de caisse, des factures et du matériel de coiffure disparaissent. Un passant part en GAV sur alerte d'un voisin insomniaque.

A Givors, le 17 août, 300m de câbles électriques disparaissent de la zone industrielle. 10 jours plus tard, 10 personnes entre 16 et 25 ans sont interpellées dans l'est lyonnais pour une série de cambriolages : butin estimé, 100 000 euros, entre motos, hi-fi, télés, voitures, bijoux et plantes de luxe.

Début septembre : deux mois fermes pour le vol de 52 kg de cuivre et menaces de mort envers des dépositaires de l'autorité publique. Un chauffeur livreur est arrêté pour avoir volé et incendié son propre camion le 26 septembre 2009.

Deux braqueurs se sont fait serrés le 6 octobre après avoir dévalisé la trésorerie générale de Pont-d'Ain. Ils étaient déjà sous surveillance de la PJ de Lyon qui les filochaient suite à des braquages. Au départ les flics ne s'étaient même pas rendus compte que leurs suspects avaient réussi à procéder à cette réappropriation, sous leur nez.



1910, soupe communiste à Rouen lors d'une grève des terrassiers

BRÈVES RENCONTRES

Il y a comme un embarras. On veut être là avec les grévistes, être solidaires, dire qu'on est pas dupe, qu'il n'y a pas que des usagers-en-colère-avec-le-sentiment-d'être-pris-en-otage. Alors des gens passent sur les piquets, et pas simplement pour ramener leur soupe même pas comestible (le dernier tract crypto-gauchiste, la bonne parole façon LO ou LCR). L'envie peut-être de participer ou de s'organiser ensemble, relayer la lutte et la parole des grévistes, amener à grailler sur les piquets, ou monter une cuisine sur place comme à Caterpillar à Grenoble en mars 2009, trouver du fric pour alimenter les caisses de soutien aux traminots poursuivis, participer aux manifs sauvages et aux actions…

Mais il y a quand même des moments de malaise. « Pourquoi vous êtes là ? ». Les jeunes à capuche ou à dreads se font un peu embrouiller, il y a de la suspicion. Les flics, en prime, mettent en garde contre les « casseurs et autres anarchistes infiltrés ». Certains syndiqués regardent d'un mauvais œil ceux qui risqueraient de faire déraper le mouvement, le rendre instable ou contagieux.

« Pourquoi vous êtes là ? ». On peut répondre sur deux plans. *Parce qu'on est en lutte aussi* : à la fac, dans la vie, sur d'autres boites, en intérim (là où justement il n'y a pas d'organisation collective suffisante pour vivre les beaux moments des piquets ou des manifs, quand les petits chefs sont mis à l'amende…). Certain-es tenteront peut être : *parce qu'on est en révolte, parce qu'on sent bien que chaque lutte peut desserrer l'étreinte*, inverser le rapport de force localement et un peu plus largement, parce qu'il faut que ça communique, qu'une puissance politique migre et trace d'autres voies que les circuits de l'exploitation (école-taf merdique-pôle emploi-taf merdique, etc.)… Ces bonnes raisons on a l'impression qu'elles étaient plus faciles à dire, plus partageables quand tout le monde voyait en gros ce que voulait dire « la classe ouvrière », « les travailleurs », « la révolution » ou « le Parti ». Mais on en est plus là. Alors il faut répondre sur un autre plan et ne plus se vautrer dans ce qui ne sont désormais que de grossières caricatures qui masquent nos réalités.

« Pourquoi vous êtes là ? » Pour faire à manger, pour faire un journal de liaison entre les luttes, faire de l'affichage ou des bombages ensemble… ça fait un ancrage matériel, un apport réel qui donne l'occasion de passer du temps ensemble, pour discuter de toutes les belles raisons exposées plus haut, pour s'engueuler sur la fraude, pour se raconter d'où on part et tout ce qu'on a gagné, et même parler de la suite, pourquoi pas.

Aller à la rencontre d'une lutte, de personnes en lutte, suppose de ne pas oublier sur le chemin qu'on débarque dans un univers où certains enjeux nous échappent. Les moments de lutte, de mouvement, sont l'occasion de nouveaux agencements, de nouveaux rapports, c'est d'ailleurs ce qui dote chaque lutte d'une force qui lui est propre. Pour entrer en résonance avec cette force, il faut être subtil, ce qui ne signifie pas être fin stratège, mais être attentif à ce qu'on dégage et à la manière de communiquer ce qu'on est sans rompre un échange possible. Car la rencontre peut être avortée si on reste cloitré dans son identité, si on arrive en brandissant fièrement sa caricature, son identité d'étudiant radical, de vieil anarchiste ou de jeune marxiste-léniniste. Une rencontre, c'est justement ce qui est susceptible de nous modifier, de nous transformer. Il y a donc un enjeu à venir en étant prêt à être autre chose que la catégorie dans laquelle on s'enferme si facilement. Et les grévistes ne s'y trompent pas : ils enverront balader beaucoup plus facilement des gens qu'ils suspectent de venir pour « récupérer leur mouvement », recruter et déverser de la propagande que des gens qui prendront leur lutte au sérieux en essayant de la renforcer.

Pour autant, on n'est pas rien ni personne et se faire aimer de tous n'a jamais été un mot d'ordre, pas question de mettre de l'eau dans son vin ou de jouer les hypocrites pour que ça ait l'air de mieux se passer. Il faut assumer ce dont on est porteur politiquement, ça passe par accepter la tension qui existe entre assumer des positions politiques fortes et le faire finement en évitant les symboles grossiers ; il y a donc un enjeu à réinventer un langage pour dire notre existence politique (le souvenir des luttes...) avec nos mots à nous. On parle pas de se compromettre, mais de s'ajuster, et de le faire avec d'autres personnes qui elles aussi s'attaquent au cours normal des choses. Ce travail politique, c'est celui d'une rencontre possible, celui des identités politiques, des caricatures qui nous collent à la peau, des clichés dans lesquels on tombe parfois, d'une révolte qui se débat pour ne pas sombrer dans de petites boites qu'on aura vite fait de mettre au placard.

1907, soupe communiste à Nantes, grève des dockers

Parmi ces possibles, se pose aussi la question des syndicats et de notre rapport à eux. Certes les syndicats brident la plupart du temps les luttes et les mouvements, on connaît l'histoire. Mais considérer les syndicalistes *a priori* comme des connards, c'est passer à coté de quelque chose. C'est s'imaginer qu'un syndicaliste n'est que ça, qu'il le porte dans tout ce qu'il fait, dans tous ses choix. Ça fige une fois encore les identités. Et c'est certainement pas en dénonçant les « syndicalistes-flics » qu'on contribue à ce qu'ils soient autre chose. Car ce qui importe, ce sont les déplacements qui peuvent s'opérer derrière les étiquettes syndicales : comment des syndicalistes, en situation (de lutte exacerbée, face à une direction très hostile) embrayent sur des pratiques radicales qui dépassent celles du syndicalisme classique (blocage des flux de l'économie, assumer devant les « usagers » de bloquer la vie normale, s'affronter aux policiers et aux vigiles, etc.). La rencontre est possible et probable si on s'ouvre et si on ne se complait pas avec facilité dans la gestuelle de la radicalité, si on s'agence avec les déplacements identitaires que la lutte produit, chez les gens en lutte et chez les syndicalistes, qui peuvent devenir tout autre chose que ce qu'on croit savoir d'eux.

Faire une rencontre suppose aussi de pas débarquer à vide. Il faut être porteur de quelque chose : d'une position, de questions, même si elles sont difficiles à formuler et que ça fait un peu bégayer, même si ça force à réfléchir (c'est pas en tant que précaires ou étudiants ou lycéens qu'on débarque mais bien parce qu'on voit où on pressent un rapport politique entre des luttes, des points de résistance, un rapport qui reste largement à définir) ; porteur de présents, d'une organisation matérielle pour la lutte, de quoi renforcer les différents foyers. Plus simplement croiser les gens, mais imaginer déjà comment s'organiser avec ■

Le centre de rétention en lutte

Le 15 octobre 2009 à Lyon, 68 sans-papiers enfermés au Centre de Rétention Administratif de Saint-Exupéry entament une grève de la faim. Ils l'annoncent et l'expliquent dans une lettre au directeur du CRA. Voici cette lettre.

À l'attention de M. Le Directeur du Centre de Rétention, Lyon, le 15 octobre 2009

Monsieur,

On vous informe qu'à partir de ce Jour on a entamé une Grève de la Faim, pour les raisons suivantes :

1 - Le Gouvernement empêche la CIMADE de faire son devoir selon la loi.
2 - On conteste les décisions des Juges, (Bonjour, 15 jours) qui sont basées seulement sur une politique du chiffre, de 28.000 expulsés par année.
3 - On conteste les prolongations automatiques sans examiner du tout nos situations administratives.
4 - On conteste les fausses informations de reconduites aux Frontières. Nous ne sommes pas du tout informés de notre départ en direction de nos Pays.
5 - Certaines personnes sont renvoyées dans des pays qui ne sont même pas les leurs, tandis que d'autres sont renvoyées dans leurs pays sans l'autorisation du Consulat des pays concernés.
ON EXIGE NOTRE LIBÉRATION, ICI, MAINTENANT, TOUT DE SUITE.
6 - On demande l'intervention d'une organisation neutre, pour revendiquer nos Droits selon la Justice, la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. La plupart des cas : nous sommes jugés sur la forme et non pas sur le fond.
7 - On demande à la Préfecture de réexaminer nos situations cas par cas.
8 - Certains détenus ont été frappés par la PAF d'autant plus qu'il y avait des mineurs, et nous trouvons cela inhumain, humiliant, il y a de quoi se révolter face à ces actes semblables.
9 - Nous nous plaignons des soins, des médecins. Nous sommes dans un pays laïc, tandis que nos repas ne sont pas cachères, le racisme règne aux centres de Rétention. La Laïcité n'est pas respectée.
10 - Il faut procéder par une méthode de réadmission des retenus et prendre en considération leurs attachements familiaux.

Signé par 68 retenus du Centre de Rétention Administratif de Saint-Exupéry.

Dimanche 18, une petite cinquantaine de personnes se retrouvent devant le Centre de Rétention, en soutien à la lutte à l'intérieur. Bientôt les sans-papiers répondent aux slogans, ils font un peu d'escalade pour voir ce qui se passe. Les manifestant-es s'attaquent rapidement aux grilles, lancent des pétards et des volées d'injures à la gueule des flics de la PAF ; quelques interphones se font exploser à coups de pierres. Un tag « feu aux centres de rétention » est laissé sur le bitume. Le petit groupe s'éparpille avant que les policier n'aient le temps de s'organiser ; quelques personnes se font contrôler et coller des amendes bidons, quelque part dans le no-man's land autour de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry.

Trois jours plus tard, seuls deux sans-papiers restent en grève de la fin : « les autres, ils ont été intimidés avec des menaces et les expulsions de certains d'entre nous ». Jeudi 22 octobre, une manifestation est prévue devant la préfecture pour exiger la libération de toutes les personnes retenues au CRA.



Fiche pratique n°7 : pirate party



La loi Hadopi ou loi « Création et Internet » a été adoptée au Sénat en septembre 2009. Elle sanctionne « *le partage de fichiers en pair à pair en tant qu'infraction au droit d'auteur* », autrement dit le téléchargement sauvage. Un peu comme dans un tribunal, « *la récidive est punie de manière croissante* » en fonction d'un « *principe de riposte graduée* » : d'abord un mail de menace, ensuite une lettre recommandée et pour finir la coupure de la connexion Internet « *après débat contradictoire* » (un débat largement « *automatisé* », un peu comme si on plaidait devant R2D2).

En plus d'aller dans le sens des grands Networks de divertissement et des bonnes grosses maisons de disques, la loi Hadopi a ses petits coups de vice : d'abord elle ne sanctionne pas seulement le fait d'aller choper des contenus protégés par les fameux droits d'auteur ; elle vise aussi le « *défaut de surveillance de son accès Internet contre l'utilisation de celui-ci par un tiers pour la diffusion d'une œuvre auprès du public* ». Autrement dit le web rêvé d'Hadopi c'est celui où tout le monde passe à la caisse mais aussi participe à la paranoïa et au flicage généralisés. En prime, après le premier avertissement, les internautes sont sommés d'installer un logiciel espion sur leur bécane, histoire de lever tout malentendu. Pour la petite histoire, avec Hadopi les méchant-es pirat-es potentielles doivent faire la preuve de leur innocence, là où dans la doctrine classique on est innocent précisément jusqu'à preuve du contraire. On arrête pas le progrès…



Sauf que ces shérifs du web ont l'air d'oublier que ses grandes plaines virtuelles sont encore largement sauvages, infestées de hackers inventifs et rusés, qui gardent toujours des coups d'avance. En plus l'effet masse joue du côté des pirates : on estime leur nombre à 5 millions rien que pour la France, si bien que malgré les 6 ou 7 millions d'euros attribués au dispositif Hadopi, le « législateur » compte surtout sur l'effet dissuasif. Première règle donc : ne pas trop baliser. Ensuite cette fiche propose quelques moyens assez simples (mais pas toujours très lisibles, c'est vrai) pour contourner les émules de Big Brother. Règle numéro 2 : on peut continuer à utiliser les logiciels habituels de téléchargement (Emule, Bittorent, mojo, aMule…), mais en rusant un peu (activer le cryptage, passer par des proxys et filtrer les IPs malfaisantes).

Première stratégie : ruser comme le coucou

Pour débusquer les fraudeurs du net, les instances de contrôle vont chercher à les pister notamment à travers leurs adresses IP. Identifiant unique d'un terminal réseau sur le net qui après requête auprès de l'opérateur internet fournit vos noms, comptes bancaires, adresse postale, etc. Le moyen le plus simple pour télécharger des fichiers illégalement ça reste de passer par la connexion wifi du voisin : c'est interdit par la loi, mais quand ce voisin s'appelle Quick ou MacDo et laisse sa connexion ouverte, c'est une invitation au crime. Si la connexion est protégée (au moyen d'une clé wep, wpa, ou autre), on peut pirater le code. Le plus simple c'est le cryptage wep, en particulier avec le logiciel Aircrack-ng. Autre possibilité : chercher un code Neuf-Wifi ou Free-Wifi. Ces codes sont alloués aux client-es de ces opérateurs qui peuvent ensuite « emprunter » les connexions des autres abonné-es, partout dans la métropole (là on surfe sur les contradictions d'un système qui veut faciliter l'extension du réseau en tout point, et qui de fait multiplie les failles). Utiliser de préférence le code d'une personne désagréable, ou de quelqu'un qui pourra facilement nier, notamment par ce qu'il n'y a aucune trace de fichier ou de mouvement suspect sur son ordi (voir la partie sur la contestation).

Si on passe pas par chez le voisin on peut utiliser un proxy, c'est-à-dire un serveur « mandaté » par une application pour effectuer une requête sur Internet à sa place. Il faut donc avoir confiance en ce serveur et s'assurer qu'il est bien crypté. Aller voir du côté de proxy.btaccel.com. Outre le téléchargement déporté (btaccel.com) btaccel fournit un web proxy simple d'utilisation. Enfin un peu simple.

SuperChargeMyTorrent (ou furk.net et bitlet.org) est un service en ligne qui permet, contre quelques euros, de rendre anonyme vos connexions Bittorrent, non pas en téléchargeant le bittorrent à votre place, mais en redirigeant le trafic torrent à travers leurs serveurs. C'est donc un proxy pour torrent, qui en prime encapsule vos paquets de données, cachant ainsi même à votre fournisseur d'accès ce qui circule dans ses tuyaux. Cela permet aussi de passer outre la censure et le filtrage de protocoles appliqués dans une entreprise ou une école.

Sinon, TorrentRelay est un site au concept plutôt sympathique vu qu'il vous propose de télécharger des fichiers sur Bittorrent à votre place.

Pour trouver des listes encore plus longues et chiantes à lire : publicproxyservers.com.

Comment contourner les lois sur le téléchargement

Deuxième stratégie : ruser comme le caméléon

L'idée c'est d'activer le cryptage dans les logiciels. On peut en passer d'abord par des connexions VPN sécurisées. Sur le Virtual Private Network, tout ce qui circule est crypté et votre IP reste cachée. Votre ordinateur est intégré à une sorte de grand réseau privé, un archipel pirate qui constitue une des principales failles d'Hadopi. Pour en savoir plus et tester cette option on peut faire un tour sur ipodah (hadopi à l'envers, bande de petits plaisantins), ananoos, ItsHidden, s6n.org/arethusa/fr.html et ipredator (Service de The Pirate Bay). Attention certains sont un peu payants.

Il y a aussi les réseaux peer to peer encryptés et anonymes : c'est la troisième génération des réseaux d'échange de fichiers. Y aurait moyen théoriquement de passer par Tor mais en fait ça rame trop, alors mieux vaut tenter sa chance avec MUTE (logiciel Kommute), Ants, ou freenet (en fait : FreeMule plugin pour Freenet, qui est à la fois un peu complexe et très à la mode).

Ce qui est pas mal avec Internet c'est qu'on peut multiplier les séries de noms bien ésotériques. Ainsi, toujours pour ce qui concerne les réseaux de partages de fichiers sécurisés on trouve encore : Mnet, OFFSystem, Omemo (qui met anonymement en commun l'espace disponible sur les disques durs des utilisateurs), OneSwarm et son logiciel Vuze (populaire et facile à installer), Rshare et son logiciel stealthNet (facile, anonymisation forte avec des taux de téléchargement très corrects), gnunet, I2P (Invisible Internet Project : fonctionnement semblable à Tor avec son logiciel IMULE). Multiplicité des biais, donc, pour mettre en commun et assurer notre opacité. Tout un programme.

Note technique et stratégique : actuellement ces réseaux sont parfois un peu plus lents mais ça doit s'améliorer avec leur adoption massive par le public. « Plus on est de fous plus on rit ».

Petite variation sur le même style : les newsgroups encryptés ; pour 10 € par mois environ, vous pourrez télécharger caché et à très grande vitesse sur Giganews, PowerUsenet, Usenet.net ou encore UseNeXT.

Autre petit détournement : utiliser les services de stockage de données pour télécharger de manière complètement anonyme. Les 2 principaux serveurs de stockage sont RapidShare et MegaUpload. Depuis ces sites on peut cibler son butin de films ou de musiques à partir de moteurs de recherches comme daleya.com et filestube.com (huntmymusic.com et Boostermp3.com pour les fans de musique). Il existe quelques hacks pour télécharger sans limite ou avoir un compte Premium. Ceux qui marchent changent souvent ; en voici un quand même (un plugin firefox en l'occurrence) : http://www.illimitux.net/addon/? Bon, tout ça il faut le mettre souvent à jour, vu que les plateformes changent souvent de système.

Troisième stratégie : ruser comme les babouins

Ce qui marche vraiment mais alors vraiment bien sinon, ce sont les partages « physiques » entre amis : c'est ce qu'on faisait avant l'adsl et avant l'Internet, on se prête des disques durs, des cd, dvd, des clés USB… dans la vraie vie. Agir en meutes ou en hordes.

Un peu la même idée mais de retour dans la réalité virtuelle : le F2F à la place du P2P. Le F2F ça veut dire Friend to Friend, un réseau d'« amis » qui ne partagent qu'entre eux. Certains permettent de crypter ce qui s'échange entre membres comme open swarm mais aussi PEER2ME ou HAMACHI.

Quatrième stratégie : ruser comme la tique

Non plus télécharger mais utiliser le streaming : la lecture ou diffusion en continue. On suce l'info à mesure qu'elle est diffusée. Plus besoin alors de récupérer l'ensemble des données d'un morceau ou d'un extrait vidéo avant de pouvoir l'écouter ou le regarder.

Les gros sites de streaming comme Youtube et Dailymotion sont de plus en plus surveillés, mais il existe une multitude d'alternatives (un exemple : http://www.lookiz.com). Un point d'entrée pour se tenir au courant des meilleurs sites de streaming du moment : http://www.stream-actu.com.

Ça c'est surtout pour les contenus vidéo. Pour le streaming spécialisé audio, en vrac : Spotify (celui qui monte), deezer, jiwa, Jamendo, Soundzit, Goom, GrooveShark, MusicMe, iMeem, MusicMesh, Musicovery (mon chouchou), Rockola.fm, Yes.fm, Blip.fm, Songza, Dizzler, Finetune…

Pour conserver les données, et contourner l'éphémère du streaming, on peut utiliser le plugin VideoDownloadHelper de firefox, vidtaker.com ou kcoolonline.com. Si l'idée c'est de télécharger des mp3 à partir des clips youtube, essayer dirpy.com.

Cinquième stratégie : ruser comme un arracheur de dent

Oups, vous vous êtes fait repérer. Il y a eu le mail et maintenant le recommandé qui vous menace de couper la ligne. À ce moment là il y a possibilité de contester en envoyant votre disque dur équipé du logiciel espion recommandé par Hadopi. Il est peut être malin alors d'envoyer un deuxième disque dur ou un autre ordinateur avec le logiciel espion installé. La ligne de défense c'est un peu « ah ces salauds ont utiliser la première ruse : se connecter chez le voisin grincheux ! ». En vrai, a *priori*, il n'y aura rien à raconter : si à l'examen du disque aucune trace de piratage n'est retrouvée, vous recevrez une petite lettre d'excuse. Note technique importante : vu que la loi n'est pas encore appliquée, cette ruse là est encore à tester. On est dans de la théorie.

L'empire contre-attaque

Qui dit pirates dit corsaires : dans certains pays la RIAA (Recording Industry Association of America, association interprofessionnelle qui défend les intérêts de l'industrie du disque aux États-Unis et qui « *créent, fabriquent, et/ou distribuent environ 90 % de tous les enregistrements audio légitimes produits et vendus aux États-Unis* ») est autorisée à pourrir les téléchargements surtout bittorent. Nous avons connu il y a quelques années l'arrivée de fake sur emule (des faux fichiers) dont la plupart venait de l'industrie. Deux autres méthodes d'intervention de ces bâtards : 1) une attaque portant sur les fichiers où des faux *leecher* essayent de ralentir les téléchargements. 2) l'autre attaque porte sur les connexions ; les faux *leecher* établissent autant de connexions possibles au fichier piraté afin d'empêcher les autres de s'y connecter

Mais ces 2 méthodes sont inefficaces si on active le filtre IP. Nyark nyark nyark…

Pour la France, on peut enfin poser un nom sur Big Brother. Le Ministère de la Culture a choisi la société Extelia (filiale de la Poste et expert du vote en ligne) pour chasser et traquer jusqu'au bout du monde les maléfiques pirates du web. Techniquement le rôle d'Extelia consiste à faire le matching (la correspondance) entre les IPs que les ayants droits lui balanceront et les adresses emails et postales que les fournisseurs d'accès devront leur donner. Extelia a 10 mois pour réaliser un prototype qui balancera de manière automatisée 1 000 mails par jour aux internautes suspects. À sa charge aussi l'envoi des recommandés en cas de récidive.

Extelia a subi quelques attaques récemment. Dès cet été des failles XSS, des fichiers confidentiels, des fichiers de personnes et une liste d'adresses emails ont été hackés et rendus publics. Ça a fait tellement tache qu'ils en ont parlé à l'assemblée nationale. C'est vrai que c'est assez drôle quand on sait que l'Hadopi devra sanctionner les abonnés à Internet qui ne sécurisent pas suffisamment leurs accès. Ou quand on se rappelle qu'Extelia est la société qui gère aussi les services de vote électronique.

Une dernière mise au point pour finir : selon certains pessimistes, la pratique du téléchargement illégal serait en passe de tuer l'industrie de la culture. Le plus tôt sera le mieux ■

MAIN BASSE SUR LA VILLE

La métropole ça n'est pas seulement les caméras de vidéo-surveillance, les circulations accélérées et les projets pharaoniques, c'est aussi un nom, une manière de se dire et de se définir, de se vendre sur le marché impitoyable des grandes villes mondiales. Depuis peu Lyon a choisi le sien : Only Lyon, un anagramme anglicisé qui, sur le modèle d' I Amsterdam, inaugure une nouvelle ère de la ville moderne, la branding city, la ville faite marchandise.

Only Lyon regroupe depuis l'année dernière tous les décideurs politiques locaux, les patrons, mais aussi la fac, l'aéroport et le centre de congrès. La marque est chargée d'assurer la promotion de la ville au moyen de diverses campagnes publicitaires, de petits films d'entreprises et de grands 4 par 3 diffusés dans les aéroports. Les affiches de la dernière campagne lancée en juin mettent en scène une dame en robe rouge sur un pont méconnaissable et un slogan : « Be you, be here », elles nous invitent dans une ville irréelle, un songe grossier de publicitaire qui en dit long sur l'opération de logoisation de la ville.

Croyant se prémunir des critiques, les promoteurs d'*Only Lyon* payent des types pour raconter des histoires abracadabrantes : « *C'est là en partie ce que peut permettre une marque pour une ville : ne pas se limiter à la géographie, mais se connaître comme un univers de sens. Il ne s'agit pas de faire de la ville une abstraction, au contraire, la ville reste quelque chose de très concret : une architecture, des pratiques, des couleurs, des odeurs… qui ensemble font un style, une identité particulière et apte, parfois, à s'émanciper de sa géographie*[1]. » La ville que dessine *Only Lyon*, si elle est faite d'odeurs et de couleurs, ce ne sont pas les nôtres, tout au plus celles du papier glacé et du produit de nettoyage cheap.

« *Lyon offre à ses habitants un confort de vie exceptionnel, avec des transports en commun faciles à vivre, la propreté, la sécurité, un niveau bas de pollution et plus encore … De plus, en 2007, la métropole est arrivée en tête du classement santé des villes de France, par le magazine Impact médecine !* » (Site *Only Lyon*)

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, Lyon est une ville hospitalière. Enfin, pas vraiment pour tout le monde, entendez hospitalier dans son sens étymologique et ambigu, dans sa racine commune avec hostilité. *Only Lyon* s'adresse à des publics très spécifiques : les touristes, les investisseurs, les étudiants et les organisateurs d'évènements, de préférence anglophones et pleins aux as. On leur propose une gamme d'attractions et de produits divers et variés, des séjours tout en un pour la fête des Lumières ou la danse, les matchs de foot dans le futur OL Land, des bureaux dans la tour Oxygène ou des appartements haute qualité environnementale aux Confluences. Les ballades sur les berges du Rhône pourront se terminer dans le prochain centre commercial de luxe ouvert sur la presqu'île pour les futurs consommateurs de la métropole, et chez les flics pour les autres.

> *« Nous sommes flattés d'inspirer Dubaï et d'insuffler une certaine atmosphère lyonnaise, un style de vie empreint d'humanisme. »* Gérard Collomb

Le projet *Up in Lyon* prévoit de transformer la presqu'île en paradis artificiel façon Dubaï. Un centre commercial à ciel ouvert entre la Place Bellecour et les Terreaux, composé de boutiques de luxe, expulsant au passage les habitants des immeubles concernés et le cinéma d'art et d'essais CNP Odéon[2].

Mais le rapprochement avec Dubaï ne s'arrête pas là, un protocole d'accord autour du projet urbain « Lyon-Dubaï City » a été signé le 9 janvier 2008 entre le maire de Lyon et l'investisseur du projet, le président de la société dubaïote Emivest. Le but était de recréer de toute pièce un vaste quartier lyonnais sur une surface de 300 hectares au cœur de Dubaï. Le projet prévoyait la construction de commerces et de logements, mais aussi l'implantation de l'Université Lyon 2 et EM Lyon, une école hôtelière de Paul Bocuse, une annexe du musée des Tissus, une cinémathèque animée par l'Institut Lumière, ou encore un centre de formation de l'Olympique Lyonnais. La réalisation du quartier lyonnais, qui demande un investissement de départ de 500 millions d'euros, a été pour l'instant remisé dans les cartons, crise oblige. Mais Collomb ne lâche pas l'affaire, l'idée d'un autre Lyon bâti au milieu du désert par des travailleurs sans-papiers népalais continue de le faire rêver, et ce ne sont pas leurs conditions de travail qui l'arrêteront.

La marque *Only Lyon* s'exporte, elle se nourrit des victoires de l'OL et des effets d'annonces comme le projet Lyon-Dubaï, mais plus encore, ce sont les événements culturels qui assurent son aura. Si le thème n'était pas si tragique, on pourrait rire du slogan affiché partout dans les rues de Lyon cet été : « Tout le monde dehors ! ». Tout le monde dehors, les roms, les putes et les clochards ? Ou tout le monde dehors pour admirer les « 250 spectacles gratuits organisés cet été à Lyon » ? Quand on est du mauvais côté de la barrière, on est en droit de se le demander.

La culture c'est bien, tout le monde est d'accord pour le dire, c'est bien parce que c'est la création, la liberté… Pour Lyon, c'est surtout un moyen de se « *positionner sur le marché européen de l'évènementiel »,* une manière bien pratique de dire la ville – Lyon capitale du cinéma, de la danse et des « arts émergents » – et de cadenasser tout ce qui peut menacer de près ou de loin le bon ordre des festivités.

En 2007, dans le cadre de la biennale d'art contemporain, l'artiste New-Yorkais Christian Holstad proposait une installation artistique reproduisant au milieu des autres une camionnette comme celles que les travailleuses du sexe utilisaient quai Rambaud avant l'arrêté municipal interdisant le stationnement. Le préfet Guérault était monté sur ses grands chevaux, parlant d'une « provocation inacceptable », et il n'en a pas fallu plus à l'artiste pour remballer son installation et se confondre en excuses, reprises en cœur par le commissariat d'exposition. Les grands événements culturels, et particulièrement les biennales d'art contemporain ont cette capacité à produire une sécurisation maximale de la ville, et expulser ce faisant, avec toute la légitimité de l'Art, les mauvais sujets de la


Lyon, parking des Célestins

métropole. Et qui plus est, en se payant le luxe de nous faire prendre l'affaire comme de la subversion.

De ce point de vue, la biennale d'art contemporain de cette année est particulièrement gratinée puisqu'elle réussit l'exploit de s'inscrire au cœur de ce sur quoi porte l'opération de dévitalisation métropolitaine : le quotidien. « *Tout est spectacle, n'importe quelle image dans un magazine, une exposition… et d'autre part dans le monde, on trouve ce que l'on appelle « le quotidien », qui est un terrain vivant, mouvant, un terrain où les gens inventent de multiples choses et essaient de résister à cette logique implacable de consommation, dont le spectacle est l'incarnation.* » Le commissaire d'expo Hu Hanru tient des discours proprement hallucinants compte tenu de la politique menée à Lyon à l'endroit des indésirables. Notre commissaire nous explique que cette biennale va permettre de « *manger, d'habiter et de parler* » l'art contemporain, et ce en opposition au « *règne de la marchandise* » au « *Tout spectaculaire, où tout est encadré par un carcan de consommation, de superficialité, de marché ou d'institution. La Biennale, c'est la tentative de retrouver le lien très proche entre la création artistique et la vie de chacun.* ». Cette année la biennale fait le spectacle qui critique le spectacle, qui lui même re-critique le spectacle, un discours kaléidoscopique qui pourrait déboussoler. Mais quand on connaît, pour l'avoir douloureusement ressentie, la pression que mettent les vigiles livrés avec les spectacles, on ne se demande pas longtemps à quel point on est pris pour des abrutis.

De la reconstitution de la bagnole de Mesrine au centre Charlie Chaplin de Vaulx-en-Velin, jusqu'à une installation dans un commissariat de police de la banlieue Est ou une distribution de crêpes sérigraphiées au Nutella à l'effigie de Mickael Jackson aux Etats-Unis, la biennale de cette année a quelque chose de particulièrement obscène. Le quotidien dont les artistes ont fait leur objet n'a de sens que pour ceux qui précisément ne vivent pas au quotidien les humiliations des contrôles de police et les nuits en centre d'hébergement d'urgence. Fantasmes d'une métropole pacifiée, où l'on pourrait extraire la violence du quotidien et la restituer purifiée dans les salles des musées.

« *Est-il encore possible d'être un étranger ?* » nous demande notre commissaire d'exposition. Il aurait fallu poser cette question aux roms installés aux camps de Chassieu de Décines et de l'avenue Berthelot expulsés à la fin de l'été. C'est dommage qu'ils ne soient plus là pour partager avec les artistes cette réflexion au combien d'actualité. Mais comme on l'aura compris, *Only Lyon* a déjà sélectionné celui à qui il pourra poser la question, le « bon » étranger, celui qui sait apprécier l'art contemporain et qui aime à « pratiquer la dérive urbaine » dans les centres commerciaux. Une seule chose reste à espérer, c'est que le quotidien, le vrai, leur pète à la gueule, que la bagnole de Mesrine soit volée et qu'elle finisse dans le Rhône, que les crêpes à l'effigie de Mickael Jackson soient étalés sur la gueule de l'artiste, bref que la biennale se transforme en cauchemar ■

1. http://www.brandingthecity.com

2. http://www.rebellyon.info. « CNP Odéon, Up In Lyon l'a tuer »

BRÈVES MÉTROPOLE

■ Les berges au Kärscher

Jeudi 2 juillet : opération de police massive sur les berges du Rhône, pour lutter « contre la consommation d'alcool et le tapage ». Le maire du 3ème est de la partie : il distribue des tracts rappelant les « risques encourus en cas de tapage, bris de vers, abandon de détritus et consommation d'alcool ». Un citoyen-fêtard s'insurge : « mais les berges, c'est fait pour faire la fête ! Les gradins ont été conçus pour ça ! Fallait pas les faire pour nous tomber dessus après… ». Comme il y a aussi une quarantaine de flics et que les élus sont de sortie, la soirée se soldera par quelques arrestations et la confiscation d'un djembé : « soit le tribunal de police le rendra à son propriétaire, soit il sera détruit ». Un autre jeune cool râle un peu : « c'est quand même pas une arme de destruction massive… ».

■ Mauvaise pente

Suite aux arrêtés préfectoraux ramenant la fermeture des bars de la rue Sainte Catherine à une heure du mat', les tauliers auraient perdu 50% de leur chiffre d'affaire. Surtout ça laisse la place aux flics pour travailler, conformément aux engagements des autorités : moins 30% pour les chiffres de la délinquance, deux cent interpellations en quelques mois, plusieurs dizaines de flics présents du jeudi au samedi soir… « Les forces de l'ordre peuvent intervenir dans le quartier sans avoir à être en nombre comme il y a 5 ou 6 ans ». La pacification du bas des pentes est en route. Au risque de contredire un peu la vocation festive de la zone : pour défendre l'idée d'une rue où les étudiants friqués et les touristes puissent venir s'encanailler, Collomb avait affirmé que « toute métropole doit avoir son quartier chaud » ; problème, « à force de tout interdire les gens vont rester chez eux ». Même les clubers bourrés commencent à s'en apercevoir…

■ La Guill', territoire occupé

Premier samedi du Ramadan à la Guill' : il y a beaucoup de gens au marché sur la place Bahadourian, au pied du nouveau comico. Les flics sont au taquet, ils commencent à embrouiller un automobiliste qui les envoie balader. Le ton monte, les gens s'attroupent et les policiers paniquent : jets de lacrymos, coups de tonfa ; les projectiles volent dans l'autre sens et deux types se font serrer pour outrage et incitation à l'émeute. Dans les jours suivants le marché du Ramadan est bouclé par des barrières du côté du commissariat ; des flics en civil, gilet pare-balle en évidence et Flash Ball à la main paradent devant l'entrée, en testant tous les passants du regard. L'occupant face aux indigènes.

Les habitants ne sont pas si surpris. Les flics de toute façon font des descentes régulières dans le quartier, ils multiplient les contrôles d'identité bien humiliants : ils forcent les gens à ramasser leurs papiers dans le caniveau, insultent systématiquement, s'amusent à péter les rétros ou les portables, intimident directement ceux ou celles qui se la ramènent un peu trop.

■ Oust in Lyon

Suite à la mise en œuvre du projet de réaménagement urbain Up in Lyon, dans le quartier Grolée, « il n'y a plus rien à part les voitures ». « On ne comprend toujours pas pourquoi la ville a fait ça… ». Ça, c'est la commercialisation et l'exploitation d'un bloc de 20 000 m2 de rez-de-chaussée appartenant aux Docks Lyonnais, pendant que les quelques commerçants restants sont poussés vers

QUAND GRENOBLE CHOPE LA VISCOSE

« Charges trop chères / isolation en carton / charges au plafond »
« On ne vit plus / charges-loyers trop chers / ça nous exaspère »
« Choisir / se chauffer ou manger... »
Depuis plus d'un mois, plusieurs banderoles attirent l'attention des passants à la jonction entre Grenoble et Echirolles, arrachant leur regard à l'habituelle équivalence du paysage métropolitain.

« Habitants Viscose / tous unis contre les hausses / loyers charges »

Derrière les banderoles : le quartier Viscose, construit en 1937 sous le modèle des cités-jardin ouvrières, autour de l'usine de textile, haut lieu de lutte et de résistance, fermée en 1989, remplacée depuis par un musée qui expose un passé que l'on veut bien mettre en scène maintenant que les ouvriers ont été réduits à si peu.

Au premier abord, de quoi faire pâlir les cliques d'urbanistes, les travailleurs sociaux et les bonnes âmes de gauche : « *entretien insuffisant des parties communes, route rectiligne qui coupe le quartier sans ralentisseurs ni chicanes, manque de locaux pour les jeunes du quartier qui n'ont que le banc pour se réunir, éclairage public défectueux , qui en fait le seul quartier dans toute l'agglo où il fait complètement noir le soir... isolation très limitée des vieux édifices* ».

Pour qui prend le temps de s'arrêter entre ses petits bâtiments éparpillés, où les potagers sauvages disputent le terrain aux espaces verts, la cité HLM ressemble à un village, un village qui résisterait au grignotement par la Ville, Grenoble-Métropole, la Cité dédiée aux cadres sup', aux étudiants cools et aux ingénieurs en nanotechnologies ; le paradoxe veut que les endroits les plus insalubres soient les seuls à être encore habités de quelque façon. On y traîne, on y discute, on y vit : il suffit de passer les banderoles en curieux pour trouver des réponses à ses questions, que ce soit en discutant avec un vieux blédard sur son banc ou de la bouche d'un gamin sur sa trottinette: « *ici on est tous concernés, c'est de notre vie à tous qu'il s'agit* ».

L' histoire part de l'installation du chauffage urbain, réalisée l'an dernier et dont le propriétaire, l'OPAC 38, avait fait la pub en vantant le confort et l'économie. Mais cette installation a surtout servi de prétexte à l'augmentation des loyers et des charges. Bon nombre d'habitants ont décidé collectivement de ne plus payer leurs charges de chauffage, et l'OPAC a directement accepté de suspendre la régulation pour quelques mois... le temps de faire baisser une pression qui leur est monté un peu vite à la gueule.

Le 24 septembre, les organisateurs d'une soirée sur la question du logement dans une salle du quartier ont préféré annuler le film prévu pour laisser place à l'assemblée réunissant environ 150 personnes, dont plus du quart des habitants du quartier qui compte 280 résidants.

« Y'en a marre d'être pauvre et pris pour des cons »

Beaucoup sont ouvriers retraités, certains, employés à Caterpillar, sont au chômage depuis peu, les loyers ont augmenté dans le même temps.

Des mots multiples pour dire la colère - de s'être laissé avoir, d'enrichir les actionnaires (Dalkia/Veolia...), de ne plus arriver à joindre les deux bouts - mais le fond reste le même : il est question de survie, et là, c'est un nouveau coup dur.

Le seul représentant de la mairie communiste d'Echirolles (qui s'est bien dépêchée de se positionner du coté de la mobilisation massive des habitants tout en évitant de se mettre en jeu effectivement) est remballé par une habitante dès sa première intervention et s'éclipsera rapidement. Dépassés par ce qui s'anime ici, les politicards n'ont jamais vraiment su ce qu'il en était du mouvement, restant au fond attentistes et crispés par leur jalousie de contrôle sur le petit pré-carré militant qu'il ont réussit à amasser.

« Ce qu'on nous reproche, c'est de ne pas être riche »

Un type explique que sa vie se résume à travailler pour fournir un compte bancaire.

Pas mal se disent en colère contre eux même, d'avoir accepté la proposition de l'OPAC, d'avoir moins de prise sur leurs problèmes. Et pour cause : « *l'ancien système de chauffage et d'aération a été bouché, alors qu'il y avait déjà les problèmes d'isolation avant, et qu'on avait pris l'habitude de ne pas trop utiliser les radiateurs et de se chauffer autrement, au bois par exemple, si on avait continué avec le système D, on en serait pas là* ».

Alors que certains évoquent l'idée « *d'arracher carrément les radiateurs* », d'autres annoncent que si la prochaine rencontre avec les proprios ne donne rien, ils « *prendront eux-mêmes les choses en main* » ; une habitante qui bosse dans l'associatif parle de recours juridiques possibles, mais la proposition qui remporte définitivement le plus d'enthousiasme est encore celle « *d'aller tout casser à l'OPAC* ».

Ce qu'on voit, et l'intelligence commune qui s'impose ce soir-là y trouve son point d'appui, c'est un quartier constitué en petit foyer. Un foyer né de la contradiction dans ce monde éteint qui n'en supporte aucune : refuser le sort qui nous est fait, refuser d'être ramené au néant et à la solitude des moins que rien, avec une commune détermination.

La présence d'habitants venus d'ailleurs, de la Villeneuve ou du Village Olympique, avec les mêmes problèmes, laisse espérer que ce foyer pourrait bien résonner avec d'autres, à coté, plus loin. La question pourrait maintenant être : comment, à partir de toutes ces misères, de tous ces problèmes, on (re)prend possession de nos lieux comme de nos vies, pour esquiver la propriété et y ramener la sensibilité de ce commun, non négociable ■

BRÈVES MÉTROPOLE *(suite)*

la sortie. Tête de pont de ce no man's land haut de gamme : le magasin Zili. « Zili c'est bien mais c'est un show room, ils travaillent avec les Emirats et les Russes. S'ils ont quatre ou cinq clients dans une journée, eux, ça leur suffit ». Et avec la flambée des loyers dans ce futur « carré du luxe lyonnais », c'est plutôt oust in Lyon.

■ A l'assaut du ciel
Le 15 septembre un dirigeable publicitaire appartenant à la ville de Caluire est dérobé par deux individus contraints de le libérer pour faciliter leur fuite à travers champ.

■ Lutte des places
A la rentrée, la ville a créé près de 10 000 places payantes supplémentaires, histoire de remplir les caisses et de fluidifier les flux. C'est une autre façon d'assurer la mobilisation générale dans le monde merveilleux de l'économie, maintenir les gens dans la course au taf ou aux miettes, à la recherche de la pépite : une place à l'année dans un parking souterrain.

■ Dans la ville des Roms
Expulsion de plusieurs familles Quai Pierrefite à Villeurbanne (EDF, le proprio, a enclenché une procédure en référé pour les faire dégager d'une maison abandonnée qui est partie pour rester vide au moins dix ans). Installation d'une soixantaine de Roms du côté de Vénissieux, sur un site industriel en démolition. Aux marges de la métropole ■

DANS LES MURS DE LA PRISON-MODÈLE

Corbas, c'est bien connu, c'est une prison modèle, avec de la couleur sur les murs, la douche dans les cellules et des ateliers flambants neufs... ça n'empêche pas les détenus d'essayer d'en sortir par tous les moyens.

Rien que pour le week-end du 2 au 3 août, trois prisonniers ont essayé de se suicider. Commentaire d'un responsable de l'administration pénitentiaire : « *il n'y a pas de tension particulière* ». Mais pour l'avocat de Jean Claude V., 63 piges, qui s'est tué en se tailladant les veines ce dimanche, le tableau est moins rose : « *il a très mal vécu son transfert à la maison d'arrêt de Corbas où les contacts n'existent quasiment pas, derrière des glaces sans tain* ». En plus, pour lui le corps ne suivait plus : à cause de douleurs persistantes une genouillère lui avait été prescrite par les médecins de la taule... mais refusée par l'administration pénitentiaire. « *Ça a été la petite misère de trop* ». Autres vexations courantes pour tous les détenus : les mandats qui n'arrivent pas, les cantines où il manque systématiquement la moitié des articles... Depuis la mise en service en mai, les ERIS ont dû intervenir au moins une demi douzaine de fois : des promenades qui refusent de remonter, des fouilles qui dégénèrent. Le climat ultra sécuritaire, qui interdit au maximum les communications entre détenus, semble déteindre même sur les matons. Tout le monde a l'air de suivre le règlement, on ne parle pas encore de suicides bien suspects comme à Villefranche ou Saint-Quentin-Fallavier mais ça ne veut pas dire que l'atmosphère y soit plus respirable ; certains détenus ont déjà fait des demandes pour être retransférés ailleurs.

Les violences et les provocations des ERIS ont empiré avec les histoires de pannes qui ont provoqué plusieurs blocages ou ouvertures de porte ces dernières semaines. Le week-end du 23 août, 93 systèmes d'ouverture se mettent ainsi à dérailler (des prisonniers se retrouvent coincés dans des sas, parfois avec les matons, des familles sont bloquées au parloir, tout ça pendant la canicule et sans accès aux bouteilles de flotte puisque les réserves se sont retrouvées verrouillées durant l'incident).

J.F Forget secrétaire général de l'UFAP, premier syndicat de maton, est venu constater les dégâts début septembre : évidemment il met tous ces dysfonctionnements sur le compte du partenariat public-privé. « *Les entreprises privées utilisent des matériaux moins chers, il y a des malfaçons mais les pénalités sont inapplicables sous peine de mettre les sociétés à sec. On retrouve les mêmes problèmes à Roanne et à Mont de Marsan où déjà une panne d'électricité avait conduit à l'arrêt du chauffage et à l'évacuation de la taule, cet hiver* ». Ça serait la même chose pour la gestion des cantines : « *les commandes sont encaissées mais pas entièrement livrées, ce qui crée des tensions extrêmes. Il faut revenir à une gestion publique des choses. Il n'est pas concevable que des sociétés privées viennent faire du fric en prison* ». Comme si la « gestion publique » pouvait améliorer l'ordinaire des êtres que la justice condamne à être emmurés vivants...

Le 25 août : un premier cas de grippe H1N1 se déclare au sein du personnel du service médico-psychiatrique. Une semaine plus tard on compte déjà 3 cas chez les détenus et le risque est grand, d'après les médecins d'un « effet boule de neige ». L'AP songe alors à transformer les centres de semi liberté en lieu de quarantaine ■



BRÈVES "POLICE PARTOUT"

■ Pas de justice
1er juillet : caillassage de plusieurs véhicules de police avenue Jean Cagne à Vénissieux. Un môme est ramassé au hasard. Dans le doute le juge lui colle deux mois avec sursis. Le 6 juillet un jeune de 18 ans qui a le malheur d'avoir « déjà eu affaire avec la justice » prend un an ferme et un an de sursis pour avoir pété les vitres et tordus les volets d'une école primaire à Saint Quentin Fallavier.

Le 7 juillet : un adolescent de 14 ans est interpellé pour avoir participé à la manif lycéenne du 18 décembre dernier (affrontements avec les flics, barricade de bagnoles enflammées). C'est un prof de Vaulx-en-Velin qui a fait « parvenir une information » au commissariat du 7ème arrondissement, après avoir entendu parlé d'une vidéo prise avec un portable et mettant en scène des jumeaux de son bahut. La délation comme stade ultime de l'action pédagogique ?

15 juillet : quinze mois fermes pour l' « agression » d'un chauffeur de bus.

Le 18 juillet un ouvrier métallurgiste a déposé plainte après avoir été perquisitionné par erreur par les gendarmes ; les pandores s'étaient plantés de porte mais ils lui ont quand même fait sauter les dents en le plaquant au sol, lors du malheureux « quiproquo ». Le même jour deux gars écopent respectivement de trois et deux ans de prison ferme pour avoir allumé des feux de poubelle dans des cages d'escaliers.

Fin juillet, un conducteur en état d'ivresse essaye d'échapper à un contrôle dans le 1er arrondissement. Course poursuite : il se fait rattraper à Décines et mange deux ans fermes en comparution immédiate.

■ On the road again
A Caluire, lors d'un contrôle routier, un conducteur éméché et sans permis se fait passer pour quelqu'un d'autre, et se retrouve déféré au Parquet. Dans la nuit du 1 au 2 août, un conducteur bourré provoque un accident à St Priest, et se débat lors de son arrestation. Présenté au parquet, il part en taule en attendant une comparution immédiate. Le 18 août, une fille de 25 ans insulte et frappe (version policière) des condés lors d'un contrôle routier à Givors.

■ Après la mort de Mohamed Benmoura : Emeutes à Firminy
Le 6 juillet Mohamed Benmoura est interpellé au super marché où il bosse comme caissier, pour une affaire d'extorsion de fond. Il est placé en garde à vue au commissariat du Chambon-Feugerolles. Quelques heures plus tard on retrouve son corps pendu en cellule. Il décédera dans la nuit. Assez vite, ça parle de bavure ou d'assassinat policier. Les bagnoles commencent à cramer au quartier du Firminy Vert, où Mohamed habitait avant de se faire suicider par les flics.
En deux nuits d'émeute une dizaine de voitures partent en fumée, le centre social et le centre commercial sont incendiés. Le pôle emploi est attaqué à coups de pierres mais la vitrine résiste. Les nuits suivantes, deux cent flics quadrillent le quartier, avec chiens, hélicoptères et tout leur matos façon troupes d'occupation. 9 jeunes sont interpellés, l'un au moins a pris deux mois fermes et est sorti à la fin de l'été, mais d'autres jugements sont à venir.

BRÈVES "POLICE PARTOUT" (suite)

Du côté de l'enquête sur la mort du jeune de vingt piges, le procureur en charge du dossier affirme rapidement qu'aucun élément ne permet de mettre en doute la thèse du suicide. Le syndicat Unité Police met en cause pour sa part « la vétusté et l'inadaptation du local de garde à vue ». Est-ce qu'on pouvait vraiment s'attendre à une meilleure épitaphe dans la bouche de ces bâtards ?

■ Sous le plancher

3 septembre, comparutions immédiates : un homme de 39 ans prend 7 mois fermes pour un vol à la roulotte en récidive. Trois jours plus tôt un autre récidiviste s'était mangé 30 mois dont 18 avec sursis, pour 6 vols à l'arraché. Alors qu'il essayait de se défendre, le Président le coupe : « c'est moi qui parle sinon vous aller nous saouler toute la journée ». Pourquoi, en effet, laisser les justiciables la ramener alors que les peines se décident à la simple vue d'un casier ou depuis un ministère...

Mardi 8 septembre un autre « prévenu en situation de récidive légale » ramasse un an de prison dont six mois fermes, pour le vol d'un jean à 40 euros.

Fin septembre, un jeune de 20 ans se fait choper en train de démonter un miroir dans le couloir d'une résidence. En perquisitionnant chez lui, les flics tombent sur un sandwich contenant une barrette de shit ; il avoue naïvement qu'il voulait le faire parvenir à un ami à lui, en détention à Corbas. Comme il s'est déjà fait serrer pour des histoires de stupéfiant, le juge lui applique la peine plancher : 4 ans dont deux avec sursis et mise à l'épreuve.

■ La SUGE déraille

La SUGE, c'est la police ferroviaire. Et le 3 septembre un de ses agents s'est fait condamner pour « violence aggravée » à l'encontre d'un lycéen de 17 ans. L'histoire remonte au 4 novembre dernier : un contrôleur de la ligne Lyon-Ambérieu estime qu'un jeune aurait manqué de respect à une personne de sa connaissance. Il désigne le fautif au flic de la SUGE qui l'emmène au poste situé en gare d'Ambérieu. C'est le début du passage à tabac. Des agents SNCF, alertés par les cris, finissent par rentrer dans le local : ils tombent sur le policier le poing levé au dessus de la gueule du lycéen, déjà bien entamé (hématomes multiples au visage et au cou). Nouvel exploit d'« un policier exemplaire », au dire de ses supérieurs.

■ Gendarmerie nationale, milice du capital

Début septembre la gendarmerie et la Confédération Générale des petites et moyennes entreprises ont signé une convention de partenariat : elle porte dans un sens sur la protection des entreprises (« actions de sensibilisation contre l'espionnage et le pillage technologique ») et doit faciliter, dans l'autre sens, le reclassement des militaires dans le secteur privé.

■ L'école de Big Brother

Une convention départementale entre l'éducation nationale, la police, la gendarmerie et la justice a été signée le 12 octobre à la préfecture du Rhône. Elle prévoit le renforcement des patrouilles à la sortie des bahuts et l'extension de la vidéo surveillance notamment dans quatre collèges du 8ème arrdt, de Vénissieux et Rilleux (c'est jamais trop tôt pour habituer les futurs citoyens à vivre sous contrôle) ■

UTEQ : LA CHASSE EST OUVERTE

Le 3 septembre le préfet Géraud annonce en grandes pompes l'arrivée des Unités Territoriales de Quartier au Mas-du-Taureau et aux Minguettes. Sur chaque site 18 flics auront à charge de patrouiller par groupes de 6, si possible à pied, à « *l'heure où sortent les délinquants* ». On apprend ainsi qu'à Vénissieux les délinquants (les jeunes ?) sortent de 16h30 à 00h40 alors qu'à Vaulx-en-Velin les UTEQ seront déployées de 16h à 00h10. Mais les horaires « *pourront s'adapter en fonction des besoins du terrain* », des fois que les sauvageons veillent plus tard...

Leurs trois missions principales : « *la lutte contre la délinquance et les violences urbaines* » (pour ce premier volet les flics en question pourront recevoir l'appui de la BAC et des Compagnies Départementales d'Intervention) ; « l*e renseignement opérationnel et l'identification des fauteurs de trouble* » (la cible c'est d'abord l'« *économie souterraine* », en s'appuyant sur les habitants qui voudront bien balancer) ; « *le développement du lien de confiance police-population* ». Heureusement le préfet précise tout de suite la nature de cette population : « *il faut une police qui réprime mais aussi une police à demeure dans ces quartiers, pour rassurer les commerçants, les gardiens d'immeuble* ». Comme le rappelle le commissaire de Vaulx-en-Velin, « *le travail de police demande un contact humain important* » ; un contact sur les humains, si on se réfère aux exploits réguliers de ses subordonnés : charges sur un groupe de « mamans » pendant les émeutes de novembre, tabassages réguliers entre les murs du commissariat...

Réconcilier police de proximité (une police qui connaisse bien le terrain) et force d'intervention, voilà une idée lumineuse. En région parisienne, où les UTEQ sont déployées depuis plusieurs mois, ça donne des scènes assez cocasses : deux flics en chemisette, le sourire vissé aux lèvres, qui vont serrer des mains en traînant à deux mètres derrière 4 robocops casqués, le flashball en position de tir, et qui avancent en crabe, dos à dos, comme à Bagdad... Faut dire que l'arrivée de ces nouvelles brigades de quartier a été saluée par plusieurs attaques retentissantes, dont certaines à l'arme à feu (dernière en date à Rouen, début octobre).

Pour la connaissance du terrain, les nouvelles unités de l'agglomération lyonnaise ont eu droit à deux semaines de formation sur place (même si le gros des troupes provient des commissariats des quartiers concernés) ; ils doivent rencontrer sous peu les offices HLM, les gardiens, personnes relais et autres responsables associatifs. Pas question, pour autant, « *de faire de l'assistanat. Votre rôle c'est de faire de la police et d'agir. Vous incarnez la république, à vous de jouer votre rôle* » : le 21 septembre, les UTEQ sont donc allées jouer à la république. Dès le premier soir ils ont procédé à des arrestations à Vaulx, histoire de se rôder, et ils ont été accueillis aux Minguettes à coups de pierres (deux jeunes ont été interpellés) ■

Villeurbanne : ville hors contrôle ?

Début septembre le Préfet Géraud et son adjoint à la sécurité Olivier Magnaval rouspètent : « *Villeurbanne est une zone blanche embêtante en matière de vidéo surveillance. Le Maire s'y refuse pour des raisons de principe* ». En fait des caméras de la ville surveillent déjà un certain nombre de bâtiments communaux, et les principaux axes de circulation. J.P Bret (le maire mis en cause) précise qu'« *en ce qui concerne la surveillance de voie publique, une étude est en cours jusqu'en 2010 à partir des données de la Police Nationale, pour valider ou non le bien fondé de la vidéo protection. En tout cas l'évolution de la délinquance est la même à Lyon, où il y a des caméras, et à Villeurbanne où il n'y en a pas. Et toutes ces installations ont un coût...* ».

La mise en cause du « laxisme » du maire et les appels à un renforcement des dispositifs de contrôle sur la commune sont évidemment relayés joyeusement par l'UMP locale et son responsable de la sécurité : Flavien Benazet. Ce flic, employé au SGAP (services administratifs de la police) et responsable de la CFTC-Police, s'est trouvé un nouveau cheval de bataille à propos d'un graff récemment posé à proximité de Gratte-Ciel. La fresque représente un policier en tenue anti-émeute, au cœur d'une cible surmontée de l'inscription : « crachez ici ». Flavien est choqué, et il le clame haut et fort dans le Progrès : « *c'est une honte de voir que ce grand dessin insultant a été fait si consciencieusement. Le message est clair : je crache sur la police, sur les institutions, l'Etat, le respect de l'autorité et tout l'environnement qui m'entoure* ». Un peu de peinture sur un mur et ça y est, le monde civilisé est proche de l'implosion : « *c'est la preuve aussi de la multiplication des incivilités* ».

Le 8 septembre les jeunes UMP de Villeurbanne et la commission sécurité du parti sarkozyste font parvenir un communiqué de presse pour le moins lyrique : « *En laissant pendant trois semaines ce tag en plein cœur de Villeurbanne, la municipalité contribue à dresser la jeunesse de Villeurbanne contre ceux qui représentent l'ordre public et la République, ces héros qui protègent notre quotidien* ». Allusion sans doute à l'attaque, à coups d'engins incendiaires, qui a visé courant août le commissariat en construction, cours Emile Zola. A trente mètres d'une des caméras de la ville.

Même sans zone blanche la métropole a toujours ses points aveugles.

On a les vedettes qu'on mérite !

Autopsie d'un sarkommuniste

« *Tous les responsables politiques, de gauche comme de droite doivent parler d'une même voix. L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie. La sauvagerie. Il faut en finir avec le pourrissement social et moral, terreau de la haine et de la violence. (…) L'heure est à la mobilisation à tous les étages de la société. La situation est grave. J'aime la France et ne crains pas de dépasser l'esprit partisan. Les polémiques politiciennes et les rivalités personnelles sont dérisoires. Nous avons besoin d'un front républicain pour assurer dans la continuité la sécurité publique, la défense civile des citoyens.* »

Qui a bien pu prononcer de telles paroles, le 7 novembre 2005, en plein coeur d'une révolte qui menace d'embraser toute la France ? Sarkozy, sûrement… Et non, c'est André Gerin, député, ancien maire de Vénissieux (il abandonne ce poste après 24 ans de règne), vieux patriarche du Parti Communiste Français et, accessoirement, vedette de ce mois.

En mars 2007, notre vedette a pondu une bible de l'Ordre : *Les ghettos de la République*. La préface est d'Éric Raoult, le fameux député-maire UMP qui avait été le premier à instaurer un couvre-feu dans sa commune pendant les émeutes de 2005, façon guerre d'Algérie. Le sarkommunisme c'est un peu ça : la droite qui préface la gauche, ou vice versa, réactivation du temps béni des colonies, quand les communistes votaient les pleins pouvoirs à la République pour mater les Algériens. Gerin attise un vieux populisme contre les « *technocrates* » et se revendique « *homme de terrain* ». Donc dans ses 139 pages républicaines, il nous dit toute la difficulté à exercer son mandat politique, parce que voyez-vous ma pauvre dame, en France, la police n'est pas assez efficace. En guise de remède, le vieux nous sort 13 mesures, telles que la « *Création de Maisons de l'Intégration : structures interministérielles dotées de Casques Bleus de la République coordonnant les missions de police, de justice, d'éducation, de santé, de formation et d'emploi dans les territoires en difficulté* ». Du tout en un. Ce « bon » maire aime les jeunes de Vénissieux, ceux qui sont occupés, qui dépriment en stages ou triment à l'intérim. Par contre, les « mauvais » jeunes, ceux qui ont repris leurs rues, faut les mater, en prison par exemple.

André Gerin, c'est un peu l'homme des sales boulots : il a été rapporteur de « *l'avis du budget des services pénitentiaires et de la protection judiciaire de la jeunesse* », initiateur d'un projet de loi sur la toxicomanie et membre d'une commission qui a travaillé sur les moyens de « *dresser des pistes d'amélioration pour le contrôle extérieur des établissements pénitentiaires* ». Tout un programme. Plus récemment, il a mis en place, avec l'appui de son équipe municipale, l'Office Public de la Tranquillité à Vénissieux, qui vise à prévenir tout incident tel que panne d'éclairage public, dégradation de cabines téléphoniques ou d'abris bus, etc. Depuis mai 2000, cette structure ouverte 24h/24, 7j/7, assure la « *continuité du service public* », et voilà que la République se met à tourner comme un Pizza-Hut. Il propose aussi de « *décréter comme priorité nationale la prévention et le traitement de la délinquance des mineurs* ». On vous l'a dit, un vrai bosseur ce Gerin.



Dernièrement, ce vieux patriache s'est mis en tête de défendre les femmes et le voilà parti en croisade contre le port de la « burqa ». Ecoutons-le plutôt : « *je ne veux pas entrer dans un débat technique sur la burqa ou le hijab. Ce que je vois ce sont des cercueils ambulants qui se promènent dans nos rues* » ou encore « *il faut montrer que l'on accepte pas ces coutumes moyennageuses* ». Avec Sarkozy au pouvoir, le racisme du PCF peut à nouveau transpirer. Et les ordures sarkommunistes peuvent baver dans les médias : « *N'importe qui peut se cacher sous la burqa !* », euh… oui, une femme par exemple ? Le 8 juin 2009, nouvelle offensive : une soixantaine de députés signent la demande de Gerin pour la création d'une commission parlementaire sur le port du voile intégral. Récemment, un UMPiste, qui ne doit pas trop aimer se faire doubler sur son propre terrain par les communistes, réplique en proposant d'interdire tout type de couvre-chefs ! 2009 est décidément une année textile : la « cagoule » interdite en manif après l'OTAN à Strasbourg, la « burqa » interdite dans la rue, et bientôt tout interdit tout le temps. Du voile à la cagoule, du fantasme de l'intégrisme à celui de l'ultra-gauche, d'un terrorisme à l'autre, la boucle est bouclée. Mais c'est pas avec des mesures vestimentaires que tu raccomoderas le tissu social, Gerin. Ta « société » est en lambeaux. Finalement pas si raciste, le vieux coco laïcard, puisqu'il se prononce pour l'intégration d'un « *Islam apaisé et respectueux des principes républicains* », à condition toutefois de « *nettoyer la France* » des prédicateurs qui « *combattent la République* ». A croire que le seul barbu qu'il arrive encore à tolérer, ce soit Robert Hue.

Gerin, c'est aussi le défenseur des pauvres gens contre la violence des jeunes-qui-brûlent-la-voiture-de-leur-voisin, « *selon moi, les émeutes ont lieu tous les jours. Et les ingrédients sont rassemblés en permanence. Il suffit d'une étincelle pour que ça s'enflamme. (…) Est-on bien conscient que des gens honnêtes vont finir par faire leur propre loi et tirer dans le tas ? Ils en ont assez d'être assignés à résidence, et un jour ou l'autre ils commettront l'irréparable* ». Donc autant leur donner un brassard orange – la République a déjà embauché des milliers de tarés dans la police depuis 2002. En avril 1978, lors du soulèvement de la plèbe italienne, le Parti Communiste Italien écrivait : « *Les masses populaires, tous les citoyens aux sentiments démocratiques et civiques poursuivront leurs efforts pour apporter une précieuse contribution aux forces de l'ordre, aux agents et aux militaires engagés dans la lutte contre le terrorisme.* » Le mot « terrorisme » désigne alors les ré-appropriations et autoréductions à grande échelle, les manifs armées, le squat de rues et d'immeubles entiers, le refus de l'école, du travail, l'auto-défense des femmes… Les partis politiques restent toujours des partis de l'ordre. Au fond, c'est peut-être quand il joue les « Madame Soleil » qu'il se montre le plus pertinent : « *je crois que le pire est encore à venir. Lorsque je dis que sont perceptibles les germes d'une guerre civile, je n'exagère pas. Je ne noircis pas le tableau. Au contraire je suis en-dessous de la vérité. Pour moi, on est réellement assis sur un volcan qui va nous «péter à la gueule* ». Laissons le mot de la fin à ce maire si bien renseigné et peu avare de déclarations avisées : « les voitures brûlées sont le signe patent de l'énorme trafic de pièces détachées qui existe aujourd'hui » ■

GRIPPE A : TOUCHE PAS À TON POTE

Sur un écran, des constellations de points et de vecteurs dessinent des trajectoires et des impacts. Bilan : 11 0000 contacts en deux jours. Ces impacts, ce ne sont pas ceux de deux étoiles ou météorites mais les contacts survenus entre des enfants dans une école. L'expérience ? Calculer les probabilités de propagations de la grippe A en répertoriant et analysant tous les contacts des enfants d'une école lyonnaise. Durant deux jours, une équipe de physiciens et médecins ont équipé de puces électroniques (badges RFID placés sur la poitrine) 241 élèves et 10 institutrices d'une école primaire.

On sentait l'entourloupe avec cette histoire de grippe A mais là, d'emblée, les choses sont plus claires. Une bande de savants fous peut tester le fichage à grande échelle et du même coup, trouver des débouchés fort lucratifs pour leurs nouvelles technologies de traçage. «*La grippe A est un bon prétexte* » explique Philippe Vanhems, du service d'hygiène hospitalière de Lyon.

Face à la crise ou au terrorisme, pour sauver la planète, il nous faut chacun être à la hauteur. Répéter les gestes citoyens. Tous les grands discours, tous les dispositifs d'urgence mis en place autour de la grippe A ne visent finalement qu'à ça : faire ressentir un sentiment de communauté, de cohésion. Face à l'impression collective de menace extérieure (et intérieure, puisque la grippe peut être n'importe où), il n'y aurait pas de salut hors de la protection de l'État (qui communique, qui vaccine, qui gère), un État qui voit son existence et son efficacité démultipliées dans cette sorte d'union sacrée. Tous ensemble contre la grippe! Le dernier slogan à la mode c'était « La sécurité, c'est l'affaire de tous », maintenant c'est :



Grigny, simulation de pandémie de grippe aviaire, printemps 2009

« Les gestes de chacun font la santé de tous »

D'abord, il y a la peur de se faire coincer, plus tard, comme pour le sang contaminé, qui encourage les « responsables » à responsabiliser tout un chacun : dire que la santé nationale dépend de tous, c'est dire : « si ça foire, ce sera un peu de votre faute aussi ». On a là un versant apparemment libéral du pouvoir: l'autonomisation de l'individu. On met les moyens à sa disposition, à lui de s'en saisir. Mais il s'agit aussi fondamentalement de discipline : faire attention à ses gestes, à ses embrassades, à ses contacts, savoir rester chez soi quand la situation l'exige. Pour ça, peu ou pas de quarantaine décrétée par le gouvernement, mais simplement le bon sens citoyen, le sens de la responsabilité. Le malade n'est pas tant ce pestiféré qu'on exclut, que ce père de famille responsable (comme dans le spot télé) qui prend soin de ne pas contaminer sa petite fille en suivant les conseils du ministère de la santé publique. En la matière, ce sont les gestes qui importent. Discipline hygiéniste du corps et de ses usages: le spot télé spécial « se laver les mains » nous fait retomber en primaire (un spot pour les adultes, un pour les enfants : « Vous devez vous laver les mains plusieurs fois par jour » et attention, pas n'importe comment: des pouces aux entre-doigts en passant par les poignets. C'est seulement comme ça que les petits points bleus du virus finissent au fond du lavabo. Tousser ou éternuer dans sa manche ou dans un mouchoir à usage unique, mais pas vers autrui. Ce sont les gestes « barrières » qui permettent de dire « Stop aux virus de la grippe ». L'outil barrière c'est aussi le masque, finalement réhabilité sous conditions : interdiction des masques en manif, incitation au port du masque contre la grippe. (Mais que feront-ils face à des manifs de malades ?)

A Lyon, les joueurs de l'OL n'ont plus le droit de cracher sur la pelouse, ni de serrer la main à leurs adversaires, et les enfants des écoles n'ont plus le droit d'embrasser leur instit'.

C'est l'ensemble de ces gestes relationnels que l'on cherche à discipliner. Gestion hygiéniste des corps et vigilance portant sur tous les comportements sociaux: attention scrupuleuse aux gestes du quotidien, de l'intimité, aux conditions d'interaction avec les autres. C'est comme si entre nous et les gens qu'on aime, il y avait Roselyne Bachelot pour nous dire « hé gamin, t'as mouché ton nez ? ».

L'état d'exception : une question d'hygiène

Au delà des injonctions parfois contradictoires à être responsable, tout en suivant comme un enfant les conseils de propreté du ministère, tout un dispositif se met en place, au cas où le citoyennisme ne suffirait pas. Et là il ne s'agit plus de compter sur la coopération des gentils citoyens, mais de prévoir un régime de l'état d'exception, plus autoritaire. Par exemple, en prison, la dernière loi pénitentiaire prévoit, en cas de pandémie de grippe A, un confinement des prisonniers malades dans leur cellule.

Une circulaire discrètement passée cet été place l'institution judiciaire sous le régime de l'état d'exception : « *la pandémie, c'est la guerre* » comme le dit Xavier Emmanuelli, président du Samu Social. Alors on prévoit des audiences pénales à huis-clos, ou en présence d'un seul magistrat, des gardav' où l'avocat ne pourrait être vu qu'à la 24ème heure (faudrait pas que les pingouins prennent froid), des mineurs en correctionnelle, et des détentions provisoires prolongées de 4 à 6 mois. Avec ça, si la grippe A ne renonce pas...

Et si pour l'instant, on suggère gentiment aux gens d'aller se faire vacciner (des lettres devraient bientôt partir pour tous les assurés sociaux, les invitant à réfléchir sérieusement au passage par la case vaccin), la pression se fait déjà plus pesante sur les « professionnels de santé », qui rechignent plus ou moins à se faire piquer. Alors on fait jouer la responsabilité, et en ligne de mire la culpabilisation « En tant qu'infirmière, vous imaginez si vous transmettiez le virus à des enfants ? », « Comment pourrait-on se passer du personnel médical s'il faut soigner la population ? ». D'autres en appellent au devoir, de conscience ou professionnel. On tente de définir les populations « prioritaires » sans froisser personne : les pompiers, policiers, gendarmes, et les personnes à risques. Des médecins ou infirmiers retraités pourraient également être rappelés, par manque de personnel à piquouse. L'étape d'après ? La vaccination obligatoire, qu'on sent venir au loin. A Lyon, on envisage de mettre en place des centres mobiles de vaccination, qui quadrilleraient l'espace pour distribuer la dose miracle (qui n'a pas encore été testée à fond). Par mesure de police sanitaire, la circulation et le rassemblement de personnes pourraient être limités.

Mais surtout la crainte actuelle, c'est que les rouages de l'économie ne se grippent. Et là, les grippe-sous commencent à flipper : « Une situation de pandémie grippale ne doit pas conduire à une paralysie progressive de l'activité économique du pays », peut-on lire dans le livret présentant le PCA (Plan de Continuité d'Activité). L'équivalent du service minimum mais face à une autre maladie que la grève… Heureusement, pas de panique, tout est prévu pour qu'on puisse taffer coûte que coûte : on ne peut pas payer des congés maladies à toute personne qui présenterait les symptômes de la grippe A, alors on encourage à se faire sa petite quarantaine à soi, en prenant sur ses RTT. Eh oui, la responsabilité citoyenne a un coût.

La grippe permet également de ressortir la question du travail à distance. C'est pas parce qu'on toussote qu'on peut pas travailler sur Internet non ? Ça tombe bien, faire bosser les malades, on y pensait déjà avant la grippe A. Mais quel meilleur alibi que la grippe A, alors qu'il est prévu qu'en pic de pandémie, jusqu'à 40% des salariés n'iraient pas bosser ?

Lyon, comme les autres villes, se prépare. Par exemple un exercice de simulation a eu lieu au Grand Lyon du 21 au 23 septembre pour voir quelle activité pouvait continuer à être exercée en cas de pandémie.

Les facs se préparent aussi. Lyon 3 prévoit une semaine de fermeture au maximum, tandis que Lyon 1 anticipe jusqu'à 3 mois de suspension des activités. Pour la fac de sciences le plan anti-grippe prévoit que tous les personnels et étudiants « se déclarent » dès qu'ils prennent connaissance de symptômes alarmants, qu'ils se jettent sur un masque avant de quitter en vitesse les locaux. Des vacances pendant la grippe A ? Pas vraiment, puisque comme pour l'entreprise, la fac entend fonctionner à distance, par Internet. Cours en ligne et évaluations sur le mode du télétravail.

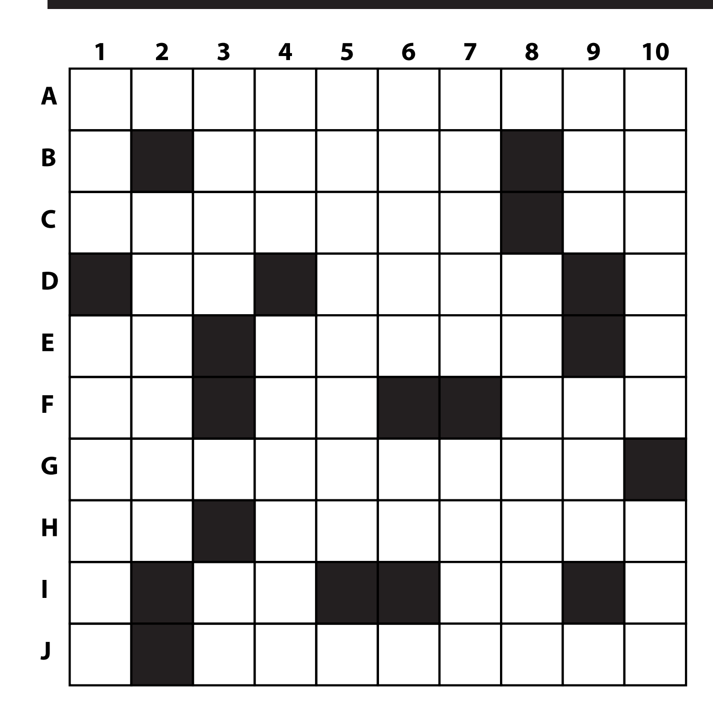
« *La société fonctionne comme un organisme pour lequel le maintien d'une activité économique contribuera à renforcer ses capacité de défense, voire sa survie* » (extrait du Plan national « Pandémie grippale », Service d'information du Gouvernement).

Face à la grippe, c'est l'économie qui nous sauvera ! Ou alors c'est elle qui se sauve grâce à la grippe… Un million d'euros ont été débloqués par la ville pour acheter des lingettes, des masques, des flacons de solution alcoolisée. Les sociétés qui produisent des masques sanitaires font des bénéfs considérables, et le labo Sanofi-Pasteur annonce des résultats nettement supérieurs aux trimestres précédents…

Habiter la catastrophe

Comme toute situation de crise, la pandémie annoncée offre aussi des marges de manœuvre non négligeables. En matière de désertion d'abord. On voit bien que les services qui fliquent les salariés un peu trop fragiles et adeptes des arrêts maladie à répétition risquent d'être sérieusement débordés. Ça serait dommage de faire courir des risques aux collègues. Absences facilitées, donc, au taf ou au bahut. Et puis c'est quand même le grand retour du masque. De ses promesses d'anonymat, de jeux collectifs. Retour dans le dur et des possibilités de faire valoir nos propres exceptions dans cette situation : il y a quelques mois, pendant l'épisode de la grippe aviaire, des entreprises de la grande distribution avaient proposé une simulation dans un Carrefour de l'agglomération. Un exercice catastrophe peut-être prophétique : il s'agissait de mesurer les réactions des caissières et des personnels de sécurité confrontés à un pillage massif de super-marché, au moment d'un « épisode pandémique ». Difficile de gérer une foule d'individus masqués et prêts à tout pour faire main basse sur de la nourriture, des couches, du lait en poudre… Si les cauchemars de la grande distribution devenaient réalité, une réalité bien contagieuse, le risque sanitaire pourrait être supplanté bien vite par une sérieuse menace politique. De quoi sourire derrière nos masques ■

MOTS CROISÉS



Horizontalement. **A.** La Némésis du fraudeur. **B.** Aide à supporter les boîtes de nuit / cri de vache interrompu. **C.** Il est déconseillé de tirer les plus courtes / une plume sans ume. **D.** Ça fout les chocos / plan thune assez aléatoire. **E.** Petit nom de Chi Minh / quand les puissants y jouent au golf, Carlo se ramasse les balles. **F.** Petit nom de Capone / on a encore « raté » les voyelles / … à l'ennemi ! **G.** Au bout des doigts (et mortelles en infusion). **H.** Pote à Nicar / pas bon de passer par ces cours. **I.** Gère l'enfer carcéral / in extenso. **J** C'est avec elles que les flics nous serrent la pince.

Verticalement. **1.** La dernière séance / la loi du pire tout pire. **2.** Anagramme de blairo. **3.** Celui de Fort Boyard « guide les casse-cous dans les traquenards » / pas PM. **4.** Preneurs d'otages / on l'A !. **5.** Au Mans elle n'a pas la même valeur. **6.** Vidé vite fait bien fait / traditionnellement, on allume des réservoirs pour lui faire sa fête. **7.** Quand on n'est pas à loueste / les agriculteurs en versent dans leur bol de CéRéaleS. **8.** Peut servir à jouer ou à entendre. **9.** Clique présidentielle / Etats-Unis d'Emérique. **10.** Ils hantent les dance floor / tit tit tit – tiiit tiiit tiiit – tit tit tit.

Solution du précédent numéro

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
A	G	R	A	F	■	I	■	C	R	E	W
B	A	I	L	E	■	N	■	■	O	L	E
C	Z	O	O	L	O	G	I	S	T	E	S
D	■	N	U	I	S	O	N	S	■	C	T
E	■	S	E	N	S	U	A	L	I	T	E
F	V	■	T	■	■	V	S	■	T	I	R
G	A	U	T	O	G	E	S	T	I	O	N
H	E	L	E	C	T	R	O	■	N	N	■
I	■	U	■	L	■	N	U	E	E	■	R
J	?	L	P	■	■	A	V	O	R	T	E
K	P	O	R	C	■	B	I	N	A	G	E
L	A	N	I	M	A	L	E	■	N	I	L

NOUS CONTACTER : OUTRAGE@RISEUP.NET



LES ARMES DE L'ENNEMI / PART. VII

LE WEB 2.0 OU L'ÈRE DU VIDE

Après le Web 1.0, bienvenue au Web 2.0, celui de l'internet participatif où on peut se faire tant d'amis à condition de mettre sa vie en ligne : sur Twitter, Myspace, ou encore Facebook. Pas besoin d'attendre les bases de données d'Hortefeux, le temps est à l'auto-fichage.

Web 2.0 : ça devait être le nom d'une nouvelle révolution numérique. On n'en est plus à diffuser des contenus susceptibles d'attirer les internautes et du coup les publicitaires : place à la production de contenu par les utilisateurs. Un peu comme si on vendait une BD sans les bulles. Et sans trop de dessin non plus. Juste des cases… Vu que raconté comme ça, ça sent un peu l'arnaque, on a préféré parler de web participatif. Un peu comme quand on parle de démocratie participative.

Comme en démocratie, sur le web on organise le débat entre experts (journalistes, communicants) et on laisse aux citoyens-internautes le privilège du commentaire. Ou la possibilité de faire nombre. Tant de commentaires pour cet article ou ce site qui deviennent alors « pertinents » sur les moteurs de recherche. C'est un peu comme le vieux coup de l'opinion publique : ça se travaille, ça s'arrange et ça se met en ordre derrière telle proposition des décideurs. La nouveauté c'est qu'en plus, là, ça bavarde, ça bruisse : l'opinion publique peut s'individualiser en petites opinions qui se montent les unes sur les autres à la queue d'un article ou sur un forum. Pas au café du commerce mais sur le grand espace public de la toile. L'enjeu ce n'est plus la « qualité de l'info » comme on dit dans les écoles de journaleux, mais que ça fasse un buzz, qu'une petite polémique bien artificielle se mette à enfler. Ça capture l'affluence, les visites se multiplient, les annonceurs sont contents, les collègues du pigiste sont contents. Les grincheux diront : «ça tue le journalisme». Nous répondrons : c'est déjà ça. Mais en attendant l'agonie est vraiment pénible.

Internet devient peu à peu le lieu de l'événement : ce que les lyonnais pensent de la grève ? Il y a un groupe Facebook « fuck TCL » qui regroupe plus de 7 900 internautes… La messe est dite : et tant pis si les milliers d'usagers virtuels se retrouvent à 150 connards place Bellecour quand il s'agit de faire un tour dans la vraie vie. Le piston de Sarkozy à Sarkozy ? Les français sont indignés. La preuve : une pétition virtuelle, et puis tous ces blogs ou ces posts sur Twitter… Les «français», en fait se sont les employés du tertiaire qui ouvrent leurs mails en arrivant au boulot et qui se rebranchent à peine rentrés chez eux. Le web 2.0, c'est le triomphe de cette forme de vie branchée, un peu comme on parlerait d'un être sous perfusion. Les employés de bureau et les cadres, petits, moyens ou en devenir deviennent la seule représentation possible du peuple. Ce qui fait dire au rédac chef d'un grand journal lyonnais : « *les ouvriers ? mais y en a plus d'ouvriers en France !* » Pas plus de 7 millions sur 25 millions d'actifs, c'est vrai. Mais ils ne doivent pas représenter assez de clics sur Google.

Comme en démocratie, l'utilisateur est sommé de se constituer en petite unité close, en petit for intérieur, avec ses préférences, ses caractéristiques bien identifiables. S'il se lie avec d'autres ça n'est jamais de façon décisive ou vitale et surtout rien ne se mélange : les rapports se nouent toujours de façon externe, sur le modèle des contrats révocables.

Moi-je, c'est mon profil : mon état civil, mon âge, mon adresse mail. S'ajoute à ça mes préférences, mes hobbies. Mes groupes préférés chez Myspace, les « amis qui me suivent » sur Twitter. Des photos, des bonnes blagues… enfin pas trop quand même : la mise en scène de ma subjectivité doit rester présentable : 50% des directeurs en ressources humaines se renseignent sur les candidats en consultant leurs profils Facebook ou Linkedin. La première application est donc professionnelle, ou plutôt elle tape en plein sur l'indistinction entre vie professionnelle et vie tout court. On surfe pour retrouver de vieux amis un peu comme un recruteur en relations personnelles (« c'est quoi son profil déjà… »). L'essentiel des cadres montent leurs projets comme ça, en activant leurs réseaux sociaux (« untel connaît un bon informaticien chez France Telecom ah tiens, ça répond pas, il doit être sorti ») ; avec la multiplication des comptes sur Facebook et autres c'est un peu comme si monsieur tout le monde devait devenir manager de sa propre vie. Petite application en passant : les étudiants inscrits en troisième cycle à Lyon 2 se retrouvent automatiquement sur un groupe Facebook, avec photo, résumé des travaux, du cursus, etc. (sauf s'ils font des démarches pour se tirer de là). L'idée c'est de pouvoir suivre tous ces jeunes talents et ainsi alimenter les stats de la fac… c'est aussi une façon de les inscrire de fait dans le monde du travail, sur le mode du réseau professionnel, sauf qu'en plus c'est fun ! Alors qui irait se plaindre…

Et puis il y a Twitter. Le plus de Twitter c'est que ça peut être utilisé depuis son téléphone portable. Un truc pour bloguer d'un peu n'importe où, en moins de 140 caractères. Une question plane au dessus de n'importe quel post sur twitter : « what are you doing now ? », « mais putain, qu'est ce que je suis en train de faire là ? ». C'est quoi JE, quelle FACE à JE, ça serait quoi MON ESPACE. On sent monter une pointe d'angoisse. Ce que racontent bien les faux débats où on peut à peu près tout raconter, les embrouilles bizarres sur les forums, les rencontres ambiguës depuis Meetic, c'est qu'Internet a produit cette curieuse possibilité d'une communication sans la présence. Le web : Utopie démocratique, mais également Utopie du Capital. Comme si cette grosse machine à briser les liens qui constituent les communautés (communautés paysannes avec la révolution industrielle, communautés d'usine avec l'intérim et les nouvelles formes de management, bandes de potes dissoutes par la nécessité d'aller se vendre au pôle emploi…) pour extorquer toujours un peu plus de valeur ici ou là, avait finit par secréter un monde à son tour, mais un monde virtuel : où les liens n'engagent pas vraiment, où les corps sont absents, où les désirs tournent tristement à vide sur l'écran.

Qu'est ce que JE est en train de faire ? la question se pose cruellement quand le JE se trouve diffracté entre une conversation téléphonique, la conduite de son automobile, la gestion de sa vie sentimentale, et le programme du soir. Sans compter que JE est le nom de cet être qu'on flexibilise, qu'on arrache à ses habitudes, ses amitiés pour le soumettre à l'impératif de faire fructifier son capital humain, faire fructifier sa marque : celle qu'il vend sur Facebook, Myspace, etc. Même après sa journée de boulot, ou en guise de pause, tout faire pour se maintenir dans le « top 20 » de ses « meilleurs amis ». Pour peu que JE travaille chez France Telecom, il n'est pas loin de déraper ■